

# e EYES ON EUROPE

SUMMER MAGAZINE  
Nº38 | BILINGUAL

**EU ON THE WORLD STAGE:  
A CALL FOR ACTION**



# Editorial



**The cover page illustration depicts the EU defining its role in the current international scenario. The woman riding the bull is a reference to the Greek myth of Europa. In the context of the illustration, this myth represents Europe searching for her identity among other powerful States: Russia, China, and the USA.**

Russia's ongoing conflict and invasion of Ukraine pose a direct threat to the EU's security and territorial integrity. It is imperative for Europe to take a stance against Russia flouting international law, while ensuring the energy needs of its citizens. Additionally, China's influence is growing in global politics, such as its potential influence on the EU. Although China has not directly aided Russia in the conflict, it is gradually showing its support and taking its side. The EU must deal with this inevitable presence of the Chinese actor, both on the commercial and military fronts. Finally, the EU and the USA maintain a close alliance, such as shared values of democracy, freedom, and human rights. Despite this alliance, Europe still needs to keep its own room for manoeuvre in front of such a powerful partner.

Europe has no choice: she must make its mark on the international scene. Surrounded by an aggressive bear, a bald eagle and a powerful tiger, our cover page illustrates the EU and the complex geopolitical landscape she faces. She needs to keep a balance between maintaining a strong and united front against external threats and maintaining alliances in an ever-changing world.

Les capacités de l'Union Européenne sur la scène internationale sont limitées, notamment en termes de forces physiques. Si l'Otan est une force militaire occidentale importante, l'Union reste dépourvue d'un tel équipement. Pourtant, le cumul des 27 budgets nationaux de la défense ferait de l'Union Européenne la deuxième puissance militaire du monde. L'Union recourt alors au droit et à la conditionnalité financière pour s'imposer, mais à quel prix pour les pays bénéficiaires? Le secteur des renseignements est également un domaine stratégique, dans lequel l'Union crée progressivement sa place. Enfin, d'un point de vue moral et technique, l'Union doit justifier sa légitimité dans la promotion des valeurs démocratiques, à travers les moyens limités dont bénéficie son Service d'Action Extérieur.

Face à ses propres défis et aux différents acteurs, l'Union aura-t-elle un jour l'étoffe d'une grande puissance sur la scène internationale? Avec ce nouveau numéro d'Eyes On Europe, nos rédacteurs décryptent cet équilibre international aussi fascinant que délicat et le rôle qu'occupe l'Union Européenne.

Bonne lecture !  
Have a good read !

**Bruno de Sousa & Luisa Gambaro**  
rédacteurs en chef

# Sommaire

## 6 **1. European values**

- 8 Le défi de l'autonomie stratégique pour l'UE dans un monde multipolaire
- 11 What about Istanbul? The EU's role in fighting gender-based violence within and outside the Union
- 14 L'Union Européenne, entité exportatrice de l'Etat de droit au delà de ses frontières
- 18 Returning to the European Union's roots: the European project's colonial dimension
- 20 Fortress Europe, anti-immigration propaganda and the future of the European migration and asylum system: an interview with MEP Pietro Bartolo
- 24 Les groupes pro-migrants ont-ils vraiment une voix dans la réforme du RAEC de l'UE?

## 28 **2. Strategic partnerships**

- 30 The Brussels-Madrid-Rabat triangle: Spain's role in EU-Morocco relations
- 34 Union Européenne, Chine et Afrique : visions différentes sur le même continent
- 36 Un partenariat stratégique pour renforcer les relations UE-Maroc
- 38 Sustainable economic growth in EU external action: the EU - New Zealand Trade Agreement
- 41 Eastern Partnership: challenges and successes for a European future
- 45 Belgrade, Pristina and the EU - melting pot of global interests

## 48 **3. New security challenges**

- 50 The EU Policy in the Arctic: the Changing Geopolitical Situation in the Polar Ranges
- 52 Cybersecurity and European politics
- 55 Renforcer la coopération en matière de renseignements dans l'UE : progrès et défis
- 58 One of the few EU success story in defence: the EU's long-fought battle against misinformation
- 61 European diplomats in the Land of the Rising Sun
- 64 Un Président, la jeunesse et l'Europe : regard sur le présent et l'avenir. L'Union européenne selon François Hollande

## 68 **4. Bonus: EU fighting for mental health**

- 60 La culture : un moteur pour la santé mentale dans l'UE



**6 DECADES**  
**innovating**  
**innovating**  
**innovating**  
**innovating**  
**IN EU**  
**STUDIES**

1

# *European values*



# Le défi de l'autonomie stratégique pour l'UE dans un monde multipolaire



## monde multipolaire

La montée des nouvelles puissances mondiales, les changements géopolitiques et les avancées technologiques ont transformé le système international, soulevant de nouvelles menaces et opportunités sur les intérêts de l'Union Européenne. En conséquence, l'UE a dû repenser son rôle dans le monde et a cherché à affirmer son autonomie stratégique dans des domaines clés. Ainsi, dans un paysage mondial en rapide mutation, caractérisé par une multipolarité croissante, l'Union Européenne est confrontée à d'importants défis pour déterminer son autonomie stratégique. Mais qu'entend-on par ce concept ?

### **Autonomie stratégique : de quoi s'agit-il ?**

Au cours de la dernière décennie, le terme d'autonomie stratégique a été évoqué à plusieurs

reprises, ce qui a eu pour effet de diluer sa signification. Ce concept a été appliqué à divers domaines, notamment l'économie, la sécurité et la politique. L'adjectif « stratégique » est fortement associé à la terminologie martiale, puisqu'il est dérivé du mot grec « *stratega* », qui désigne un grade militaire. Une « stratégie » est une méthodologie permettant d'atteindre un objectif. En ce qui concerne le terme « autonomie », on peut l'interpréter comme la capacité à se gouverner de manière indépendante, sans avoir besoin de s'appuyer sur des acteurs extérieurs ou d'en être influencé. Cependant, le terme « autonomie » a été fortement associé à une mentalité « protectionniste ». En effet, pour atteindre l'autonomie, il faut minimiser la dépendance vis-à-vis des autres, ce qui semble être en contradiction avec les valeurs

libérales de l'UE. Pour lutter contre cette perception, l'UE emploie aussi le terme d'« autonomie stratégique ouverte ». En outre, plusieurs personnalités ont clarifié cette méprise, notamment le président du Conseil Européen, Charles Michel, lors de son discours au groupe de réflexion Bruegel : « *je voudrais éviter de m'exposer à une accusation commune en disant : l'autonomie n'est pas le protectionnisme* ». Ainsi, d'après ces définitions, l'autonomie stratégique peut être décrite comme une approche délibérément choisie, libre de toute influence extérieure, qui permet d'atteindre un objectif défini. Néanmoins, cette expression ne précise pas quel genre de stratégie adopter, et pour atteindre quel but.

En ce qui concerne ses origines, le terme a été employé pour la première fois dans les Conclusions du Conseil sur la Politique de Sécurité et de Défense Commune, en 2013. Trois ans plus tard, l'expression a fait son apparition dans la doctrine de l'UE en matière de défense et de sécurité, à savoir la Stratégie Globale de l'UE (SGUE) de 2016. Ces dernières années, l'expression a été présente dans plusieurs discours des représentants de l'UE et de ses États membres. En 2016, le Conseil de l'UE l'a définie comme « *la capacité de coopérer avec des partenaires internationaux et régionaux dans la mesure du possible, tout en étant capable d'agir de manière autonome, en cas de besoin* ». Le Parlement Européen définit le terme comme suit : « *Il s'agit de la capacité de l'UE à agir de manière autonome, c'est-à-dire sans dépendre d'autres pays, dans des domaines d'importance stratégique* ».

En ce qui concerne son utilisation, le terme a connu plusieurs connotations : initialement, il était exclusivement associé aux champs de la sécurité et défense. Ensuite, en 2016, il était utilisé pour défendre les intérêts européens dans un environnement international marqué par le Brexit, l'approche isolationniste de la présidence Trump et l'émergence affirmée de la Chine. En 2020, la pandémie de Covid-19 a incité à réduire la dépendance économique aux chaînes d'approvisionnement étrangères. Plus récemment, l'invasion de l'Ukraine par la Russie en Février 2022, a remis le terme sur le devant de la scène dans le domaine de la défense et de la sécurité. En tant que telle, l'autonomie stratégique, bien que forte-

ment associée au domaine militaire, peut s'appliquer à plusieurs secteurs et industries. C'est une expression dynamique qui peut prospérer dans tous les domaines qui présentent des défis géopolitiques pour l'UE.

### **Quels sont les principaux défis de l'autonomie stratégique ?**

Bien que le terme soit en train d'émerger sur la scène politique européenne, il n'est pas encore appliqué dans la pratique. Quels sont donc les principaux obstacles à son application ? Tout d'abord, il est nécessaire de prendre en compte la question de la coordination entre les États membres et les institutions de l'UE. En effet, si l'autonomie stratégique concerne toutes les politiques à caractère extérieur, l'UE doit parler à l'unisson aux acteurs étrangers, afin de garantir sa cohérence et sa crédibilité. Dans le cas contraire, l'UE risque d'être considérée comme un acteur discordant, abandonnant les politiques extérieures à ses États membres. Pour ce faire, il est essentiel que les États membres s'accordent sur une définition hautement harmonisée de l'autonomie stratégique, ce qui semble laborieux compte tenu de la divergence des objectifs stratégiques nationaux.

Par exemple, le Président français, Emmanuel Macron, fervent partisan de l'autonomie stratégique, la mentionne fréquemment dans ses discours et déclarations de politique étrangère. Par exemple, dans son discours de 2016 à l'Université de la Sorbonne, l'expression a été largement utilisée pour souligner sa vision d'une UE plus affirmée. Plus récemment, lors de sa visite diplomatique à Pékin, il a réitéré l'importance de prioriser l'autonomie stratégique de l'UE. Toutefois, sa référence à la nécessité pour les Européens de ne pas être des « *vassaux des États-Unis* » a suscité des critiques de la part de Washington et d'autres États européens. Néanmoins ce n'est pas la première fois qu'Emmanuel Macron utilise des expressions fortes pour décrire la relation transatlantique. En 2019, le Président français a même caractérisé l'OTAN comme en état de « *mort cérébrale* ». Ainsi, l'autonomie stratégique ne signifie pas que les 27 sont forcés d'opérer un virage à 180 degrés dans les relations avec les États-Unis. Un an après l'invasion russe de l'Ukraine, l'UE et l'OTAN ont signé un engagement de coopéra-

tion, dans lequel il est indiqué : « nous reconnaissions la valeur d'une défense européenne plus forte et plus compétente, qui contribue positivement à la sécurité mondiale et transatlantique et qui est complémentaire de l'OTAN et interopérable avec elle ». En outre, Macron est souvent critiqué pour mêler la « cause européenne » aux intérêts français.

Outre l'exemple français, les cas de l'Allemagne et de la Pologne méritent également l'attention. L'Allemagne s'est récemment engagée à doubler ses dépenses militaires en réponse à l'invasion russe de l'Ukraine. Cependant, au lieu d'investir dans l'industrie militaire européenne, elle s'est tournée vers le complexe militaire américain pour ses achats. Ceci a été une source de frustration pour les défenseurs de l'Europe. De même, la Pologne a acheté des équipements militaires lourds aux États-Unis, ainsi qu'à la Corée du Sud. Cette situation a suscité des inquiétudes quant au manque d'investissements dans l'industrie militaire européenne et aux implications pour son autonomie stratégique. Au centre de ces inquiétudes militaires, certains États membres d'Europe de l'Est, tels que l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, et la Pologne, ne souhaitent pas faire savoir à Washington qu'ils ont l'intention de s'éloigner du parapluie militaire américain. En outre, au niveau économique, certains membres craignent des mesures potentielles qui pourraient compromettre leurs économies nationales au nom de « l'indépendance économique de l'UE ». Ils craignent ainsi que ces mesures favorisent les grandes économies telles que celles de la France et de l'Allemagne.

#### Défis internes... défis externes

Subséquemment, malgré les objectifs communs des États membres de l'UE, il ne faut pas oublier que ces États n'agissent pas seulement en raison de l'intérêt commun, mais aussi de leur propre intérêt individuel. Les États du Sud sont intéressés par les perspectives économiques positives, les membres de l'Est par les garanties de sécurité, et les États du centre par l'opportunité d'étendre leur influence et de pénétrer de nouveaux marchés. En résumé, il semble que malgré les avancées positives de ces dernières années d'une stratégie commune, les États membres n'ont pas encore été en mesure de mettre de côté

leurs gains personnels au profit d'une stratégie commune. Par exemple, la France continue à jouer parallèlement sa propre politique extérieure dans les pays africains, ainsi que d'avoir un siège permanent au Conseil de Sécurité au lieu de l'utiliser pour représenter de l'UE. La Grèce et l'Italie quant à elles priorisent les politiques migratoires, tandis que les pays de l'Est considèrent l'invasion russe comme une crise existentielle majeure.

Enfin, il existe également des menaces extérieures à l'autonomie de l'UE, telles que la Russie et les États-Unis. La première parce qu'elle préfère s'engager politiquement et économiquement avec les pays européens au niveau bilatéral plutôt que de faire face à un bloc unifié, car cela sert mieux ses intérêts. La seconde parce qu'elle ne souhaite pas qu'un autre grand hégémon régional vienne concurrencer ses propres positions. Même si ces menaces ne sont pas aussi immédiates que les défis internes auxquels l'UE est confrontée, elles ne peuvent être ignorées et doivent être prises en compte lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de stratégies pour renforcer son autonomie.

#### Leçons pour le futur

Ce n'est pas un secret que l'Union Européenne est de plus en plus active sur la scène internationale. Cependant, de nombreux analystes ainsi que l'opinion publique considèrent que l'Union n'est pas un acteur actif de la politique de puissance. Cela signifie que, malgré ses stratégies de *soft power*, telles que les donations, les opérations de maintien de la paix, etc., la question de l'autonomie stratégique reste un défi central à relever pour l'UE. Cependant, malgré l'évolution positive de son utilisation dans les discours et l'élaboration des politiques, l'UE et ses États membres ont besoin d'une plus grande maturité politique pour commencer à mettre ce concept en pratique. Tout d'abord, en se coordonnant, ce qui est plus facile à dire qu'à faire, et ensuite en se protégeant contre les acteurs extérieurs qui souhaitent compromettre cet esprit. Néanmoins, pour le moment, la réalité semble être une fois de plus du côté des réalistes : les États restent les principaux acteurs de l'autonomie stratégique de l'UE.

Bruno de Sousa  
MA2 Relations Internationales

# What about Istanbul? The EU's role in fighting gender-based violence within and outside the Union



## based violence within and outside the Union

On the 8th of March 2022, the European Commission proposed a new directive on combating violence against women and domestic violence. The proposal aims to strengthen the protection of victims of gender-based violence in the EU and to ensure that the standards of the Istanbul Convention are implemented in all Member States. The parliament voted for the EU's ratification of the Istanbul convention on the 10th of May 2023 after heated debates, and the ball is now in between the hands of the Council of the EU. In practice, the Istanbul convention is an international treaty from

the Council of Europe aimed at preventing and combating violence against women and domestic violence. As gender-based violence is a widespread problem that affects millions of women and girls around the world, the EU has developed a set of frameworks aiming at protecting women both inside the Union but also in its foreign action. However, voices have risen that the Union as a norm promoter, is not doing enough in the matter. This article will therefore explore Brussels' role in protecting women from gender-based violence within and outside the Union.

## **Gender-based violence in the European Union, will the Istanbul Convention be enough?**

When it comes to addressing and tackling gender-based violence, the Council of Europe's Istanbul Convention is among the most protective legal tools that exist (as it includes physical, sexual, psychological, and economic violence, as well as stalking, harassment, forced marriage, and female genital mutilation). However, this treaty, signed in 2017 by the EU, is not in force everywhere in the Union: 21 Member States have ratified it so far, with six countries that still have to ratify and implement it (Czechia, Slovakia, Hungary, Latvia, Lithuania, and Bulgaria). Therefore, this delay in ratification leads to the impossibility, for the time being, for the EU to ratify the convention. This situation has pushed different institutions, in particular the European Parliament and the Commission, to issue several calls to governments to ratify the document. However, the situation has not developed much through the years, which resulted in the Commission issuing in 2022 a proposal of a directive essentially incorporating the main provisions of the Convention in order to make them legally binding across the Union, and the Parliament to adopt the proposal in May 2023. This comes at a particularly sensitive political time, when women's rights are being questioned in different Member States, particularly in Poland, with the European institutions being powerless to effectively address the issue.

The proposed directive has made slow progress in the EU legislative process. Accordingly, stakeholders have been rather critical, calling the directive an important step but failing at addressing key topics on Gender-Based violence, such as the characterisation of femicide as a criminal offence or strong legislation on sexual exploitation of women and girls. However, the Commission is still calling for its rapid adoption as well as for the ratification of the convention by the EU. Motivated by the fact that while all Member States address violence against women and domestic violence in their legislations, scope and implementation vary greatly across the bloc. According to the Commission, this underlines the pressing need for specific legal instruments at EU level.

In parallel, it is interesting to analyse what other

instruments has the EU developed on addressing gender-based violence. The « EU gender equality strategy 2020-2025 » takes place as the central piece of the effort from the EU to combat gender-based violence, with the Commission President, Ursula Von Der Leyen, declaring that « *With the Gender Equality Strategy, we are pushing for more and faster progress to promote equality between men and women* ». This document, which presents policy objectives and actions, does address gender-based violence extensively. It has led to other key documents and roadmaps in fighting gender-based violence, on both technical (launch of an EU-wide survey coordinated by Eurostat, creation of an EU network on the prevention of Gender based-violence) and political issues (Victims' Rights strategy, additional measures to combat specific forms of gender-based violence, in particular abuse and sexual harassment as well as female genital mutilation).

These initiatives seem to show that EU policymakers are heading in a direction of willingness to act on gender-based violence, from access to relevant and up-to-date data to the criminalisation of these acts. However, the question remains on whether that will be enough to effectively achieve the elimination of gender-based violence in the Union, even after a potential union-wide ratification of the Istanbul Convention or the implementation of the Directive on combating violence against women and domestic violence? Several stakeholders are arguing that much more assertive, comprehensive, and cross-cutting political attention to gender-based violence is necessary to achieve conclusive results on the matter.

## **The European Union's foreign action on Gender-Based-Violence, a norm promoter?**

The EU through its external action is praising itself for being a *normative* power, or at least a norm promoter towards other regions of the world. It would therefore be interesting to analyse the concrete action of the European External Action Service (EEAS) regarding gender-based violence towards third countries, in addition to the frameworks and programs designed towards combating gender-based violence around the world.

Further than the Istanbul Convention, which takes



part in the EU's action

towards third countries members of the Council of Europe, the EU has implemented a range of policies and initiatives to address gender-based violence. This includes, among others, the EU Action Plan on Gender Equality and Women's Empowerment (also known as the Gender action plan III 2021-2025), and the EU-UN Spotlight Initiative. These initiatives set out a series of actions for EU institutions and Member States to take to address gender-based violence in their foreign policy approach, including strengthening legal frameworks, improving support services for victims, and addressing the root causes of gender inequality.

However, the EEAS faces several challenges in promoting gender equality in its foreign policy. One of the main challenges appears to be the lack of coherence in different policy areas. If the idea of 'feminist diplomacy' appears important to European policymakers in carrying out their actions, it seems to lack a comprehensive and systematic approach to gender-based violence in European foreign action. In other words, the initiatives exist, but they are often implemented separately from other policies, such as trade or development policies, which remain the cornerstone of the Union's external action. This lack of coherence appears to result in undermining the effectiveness of the EU's efforts to promote gender equality and act concretely on the eradication of gender-based violence across the world.

The political will to address gender-based violence in its relations with third countries also appears to be nonsystematic according to some stakeholders. European top officials are not consistently addressing upfront gender-based

violence in countries where women's rights are severely restricted. Additionally, stakeholders note that the leverage that Brussels can mobilise in the matter is not systematically used in negotiations. Other criticisms, such as a Western-centric

approach, have also been raised by stakeholders in considering the EU's external action on gender-based violence.

Lastly, as highlighted by a recent study from the European Economic and Social Committee, difficulties in allowing enough and steady resources for gender equality and gender-based violence initiatives exists, both in policies targeted inside and outside the Union. Therefore, and despite the EU's efforts, funding for gender equality initiatives such as the Spotlight initiative, remains rather low and tends to limit the capacity of the EU to act as an effective norm promoter toward third-world countries on gender-based violence.

Ultimately, the EU has made significant efforts to promote gender equality and combat gender-based violence, both within and outside the Union. The question, however, remains as to whether these efforts are enough to initiate a lasting reversal of trends in violence against women across the globe. The road is still long to achieve the eradication of gender-based violence, even though it appears that a political will is present in the mindset of European decision-makers. A more systematic and comprehensive approach to gender-based violence against women would do well to impose itself in Brussels and EU delegations across the world.

**Joris Rouillon**  
Specialised Master EU Studies

# L'Union Européenne, entité exportatrice de l'État de droit au-delà de ses frontières

L'Union Européenne a souvent été considérée comme manquant de pouvoir coercitif et de souveraineté, l'empêchant d'être une « véritable puissance » sur la scène internationale<sup>1</sup>. Toutefois, bien que défaillante en termes de puissance militaire et politique, l'UE a pu s'affirmer sur le plan international, grâce à sa capacité à imposer certains de ses modèles et influencer la conduite d'autres acteurs internationaux. Selon Jean-Marc Sauvé, Vice-président du Conseil d'État, l'UE est une « puissance normative », car elle a la « capacité à exercer, par le droit, une autorité qui lui permet d'être écoutée et d'exporter hors de ses frontières ses valeurs et ses normes ». Parmi ses valeurs, l'UE tend notamment à promouvoir celle de l'État de droit sur la scène internationale, consacré par l'article 2 du traité sur l'Union Européenne (TUE).

Les traités européens consacrent la diffusion des valeurs et principes européens par le biais des relations de l'UE avec le reste du monde. En effet, l'article 21 TUE affirme que lorsque l'UE agit sur la scène internationale, ses actions sont fondées sur ses principes fondateurs, qu'elle se doit de promouvoir non seulement sur son territoire, mais également à travers le monde<sup>2</sup>. Ces principes incluent, entre autres, la paix, l'État de droit, la démocratie, les droits et libertés fondamentales, l'égalité, la solidarité, etc. Dès lors, l'article 21 place le respect de l'État de droit au centre de la politique extérieure de l'UE, notion dont le contenu demeure néanmoins vague.

## **« État de droit » : dissection d'un concept abstrait**

Le concept d'État de droit est né en Europe, et peut se définir comme « la prédominance du droit sur



*le pouvoir politique dans un État »<sup>3</sup>.* Autrement dit, respecter le principe d'État de droit implique que la loi soit à la fois respectée par les gouvernants et par les gouvernés.

L'État de droit, la gouvernance démocratique et la protection des droits de l'Homme sont des principes interdépendants et interconnectés les uns aux autres. L'UE associe principalement la protection de l'État de droit à une protection judiciaire efficace dans les États membres, système judiciaire qui doit garantir aux citoyens européens la protection de leurs droits, ainsi que l'égalité de chacun devant la loi et l'accès à la justice pour

tous. La promotion de l'État de droit prend tout son sens par exemple à l'égard des pays post-soviétiques, qui ont connu un régime d'ingérence politique dans le pouvoir judiciaire.

Il n'existe pas de définition universelle dans les traités européens. Dès lors, pour éclairer le concept d'État de droit, l'UE s'est appuyée sur les développements d'autres institutions, comme le Conseil de l'Europe. Plus précisément, la Commission de Venise a développé certains critères essentiels intrinsèques au principe de l'État de droit; (i) la sécurité juridique - comprenant la prévisibilité, stabilité et cohérence du droit- ; (ii)

la prévention de l'abus de pouvoir et l'interdiction de l'arbitraire ainsi comme le respect des Droits de l'homme ; (iii) l'égalité devant la loi ; et (iv) la non-discrimination et l'accès à la justice.

## **Pourquoi l'UE promeut-elle l'État de droit en dehors de son territoire ?**

Si les États Membres enfreignent l'État de droit, un des risques concrets pour l'UE serait un impact négatif sur sa politique étrangère. Etant donné que l'UE accorde de l'importance à la promotion de ses valeurs, celle-ci perdrait toute sa crédibilité si les valeurs qu'elle défend à l'extérieur de son territoire ne sont pas respectées à l'intérieur même du territoire.

La promotion de ce principe en dehors du territoire de l'UE devient délicate : il est compliqué d'imposer des obligations précises lorsque le principe n'est pas clairement défini. Dès lors, l'objectif du respect de l'État de droit peut plutôt être considéré comme un idéal abstrait. Ce concept flou permet à l'UE d'adapter sa définition en fonction du contexte institutionnel national du pays avec lequel elle entretient des relations.

Garder le concept d'État de droit ouvert est un choix, car trouver une définition uniforme est bien trop compliquée. La définition vague vient aussi de la nature contestée du concept d'État de droit, qui revêt diverses conceptions en fonction de l'État concerné. En cela, imposer une définition univoque n'est pas souhaitable. De plus, le concept revêt différents sens en fonction de la relation qu'entretient l'UE avec un autre pays : une relation basée sur une future adhésion à l'UE emploiera peut-être une autre définition du principe qu'une relation basée sur le partenariat. Au vu de ces différences entre États, le pays partenaire insistera sur différents éléments du principe en fonction de ses propres particularités institutionnelles.

<sup>1</sup> Le poids de l'Union Européenne dans le monde

<sup>2</sup> Le Prix Nobel de la paix à l'UE : la fierté d'être Européens

<sup>3</sup> « L'état de droit est une valeur des Etats européens et de l'Union Européenne »



la transition politique et économique de ces pays, la promotion des droits de l'Homme, et le respect du principe d'État de droit. Pour pouvoir bénéficier de son aide, les pays candidats doivent respecter ses valeurs fondamentales. Par exemple, la démocratie au sein d'un État partenaire de l'UE est un des critères primordiaux qui conditionne son aide au développement. Les relations d'aide au développement sont entérinées dans des accords de coopération.

Pour concrétiser le concept flou d'État de droit, l'UE agit de diverses manières. Elle renforce les institutions nationales chargées de l'application de la loi, et forme les responsables nationaux de différents secteurs (police, justice, douanes). L'UE contrôle également la sélection des juges et procureurs, en soutenant la révision de la législation et constitution, en développant de nouvelles institutions, et en apportant un soutien aux institutions chargées de l'État de droit.

Dans sa politique d'aide au développement, l'UE a parfois inclus dans ses accords des clauses désignant l'État de droit, la démocratie et le respect des droits humains comme des éléments essentiels de l'accord, qui pourraient mener à certaines sanctions si ils sont violés. C'est par exemple le cas des accords Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP).

#### **La promotion de l'État de droit dans les programmes d'aide au développement**

L'UE diffuse ses valeurs et ses normes notamment à travers ses programmes d'aides, par le biais de projets menés dans des pays partenaires. Selon une analyse publiée en 2012 du docteur en sciences politiques Alfonso Mattera, l'UE est devenue un « protagoniste de la scène mondiale » en mettant certaines valeurs en avant, et en créant un « modèle de société européenne » fondé sur de multiples valeurs.

La promotion des valeurs de l'UE dans sa politique étrangère est fondée sur du *soft power*, c'est-à-dire qu'elle ne tente pas de les imposer par le biais de la violence et de la force, mais par la conditionnalité financière. C'est de cette façon que l'UE remplit l'obligation de l'article 21 TUE.

Par le biais de cette aide au développement, l'UE espère lutter contre la pauvreté et participer à

la paix, la démocratie, le respect des droits fondamentaux, la stabilité, l'État de droit, la lutte contre le terrorisme, etc.

Par exemple, l'UE est intervenue dans les pays Baltes, comme le Kosovo, par le biais de la mission EULEX, dont l'objectif était d'exporter l'État de droit et sécuriser le pays. Cette mission avait pour but de transformer le système judiciaire en un système efficace et neutre, de promouvoir le développement économique, ainsi que la construction d'un système démocratique, de poursuivre des crimes de guerre et de corruption, etc. Ces réformes sont mises en œuvre par la Commission, en relation avec le gouvernement de l'État bénéficiaire.

L'UE fournit des efforts pour s'assurer que ses pays partenaires partagent les mêmes valeurs qu'elle. Si ces valeurs sont partagées par un nombre important de nations, l'UE peut imposer son modèle dans ses partenariats avec d'autres pays qui respectent les mêmes valeurs européennes, et assurer sa crédibilité. Une autre raison pour cette promotion est celle de la sécurité pour construire un environnement voisin qui lui ressemble et permet de ce fait d'éviter certaines menaces près de ses frontières.

#### **La promotion de l'État de droit lors du processus d'adhésion de nouveaux membres**

L'UE promeut également l'État de droit au sein des pays candidats, qui peuvent se voir imposer des sanctions en cas de violation de ce principe, la suspension des négociations et de l'aide financière. Les pays Balkans occidentaux sont les principaux concernés.

Le processus de promotion de l'État de droit consiste à développer et renforcer les liens avec le pays candidat en entamant un dialogue politique, en instaurant un processus de suivi, et en apportant une aide financière et technique au pays. Le pays candidat doit, de son côté, respecter un ensemble de conditions tout au long du processus d'adhésion. Lorsque ces pays se conforment aux conditions, l'UE les récompense, par exemple en leur donnant accès au marché interne, en permettant une libéralisation des visas, ou encore en améliorant l'aide financière.

L'adhésion des nouveaux pays candidats post-soviétiques au début des années 90 a poussé l'UE à élaborer des conditions d'adhésion : les critères de Copenhague. Ces critères conditionnent l'adhésion, pour que les États candidats puissent intégrer les acquis européens et incorporer dans leurs systèmes juridiques les valeurs démocratiques libérales. L'UE fournit une aide financière et technique pour aider les pays candidats à élaborer certaines réformes nécessaires, via un instrument d'aide de préadhésion (IAP). D'ailleurs, si le pays candidat ne fait pas de progrès pour implémenter des réformes, les fonds de l'IAP peuvent être retirés en guise de sanction. En fin de compte, la conditionnalité des critères de Copenhague a poussé les nations post-communistes à adopter des normes démocratiques et respectueuses de l'État de droit, ce qui a favorisé le processus d'adhésion.

#### **L'État de droit : une valeur modulable en fonction du contexte national**

Les traités fondateurs ne contiennent aucune définition du principe de l'État de droit, ce qui fait de celui-ci un idéal doux, plutôt qu'une obligation juridique à proprement parler.

Lorsque l'UE soutient des réformes de l'État de droit dans ses pays voisins et partenaires, celle-ci vise à garantir le même niveau de respect de ses valeurs fondamentales que dans ses États membres. En poursuivant ces réformes, l'UE entend mettre ses valeurs au cœur des transitions démocratiques.

Dans son action extérieure, l'UE doit en tout temps trouver un équilibre entre la promotion de ses valeurs fondamentales, et la nécessité d'une intervention sur mesure, qui tienne compte des besoins et spécificités locales. Cela est nécessaire pour que les citoyens du pays bénéficiaire ne perçoivent pas les réformes de l'État de droit comme étant imposées par un acteur étranger.

**Ludivina Ordonez Rosati**  
MA1 Etudes Européennes

# Returning to the European Union's roots: the European project's colonial dimension

In light of this edition of Eyes on Europe, which focuses on Europe's global position, it seemed opportune to come back to the foundations of the European Union in order to recall how power perspectives also shaped its creation. Therefore, this article offers a retrospective analysis on the genesis of the European community and its colonial power project.

In school textbooks, university courses on European integration, as well as in political and institutional discourses, the creation of the European political project is consistently, and exclusively, presented as a peace process. This predominant narrative is globally widespread and no serious dissenting voices seem to have emerged, so far, to challenge it. Yet in 2014, Swedish historians Peo Hansen and Stefan Jonsson published *Eurafricaine Incognita: The Colonial Origins of the European Union*, which brilliantly analyses the colonial impulses that structured the rapprochement of the first six countries of the European community. It is undeniable that the desire to pacify the continent and reconcile yesterday's enemies, after the trauma of the Second World War, motivated the creation of a European political project. However, during the discussions, the motivations were not only focused on the mutualisation of coal and steel production. In this respect, the front page of the French daily newspaper, *Le Monde*, on 21 February 1957 ran the headline « Première étape vers l'Eurafricaine » (First step towards Eurafrica) announcing the success of the preliminary negotiations of the Treaty of Rome. Indeed, at the time, France, Belgium and the Netherlands still ruled over their respective colonial empires. On the other hand, when defeated, Mussolini's Italy was dispossessed of its colonial territories, some of which, like Somalia and Eritrea, were subse-

quently placed under Franco-British control.

Thus, several European initiatives defend a European community including the colonial possessions of the member states, such as the Strasbourg Plan in 1952, which aimed to propel the European political project to the overseas colonies. Its rapporteur, the German CDU-CSU deputy, Johanne Semler, explains that « it is essential for Europe to encourage the development of raw material production outside the dollar zone and in particular in the zone under consideration (the overseas countries) (...) the export of raw materials from these countries would allow the re-establishment of triangular exchanges which would contribute to solving Europe's deficit towards the dollar zone ». The barely concealed reference to the triangular trade, a dark moment in history when Europeans enslaved populations and exploited African resources, says a lot about the state of mind and the posture of some European politicians towards the African continent in the 1950s. In the context of the Cold War, the European colonial empires were perceived as a way to emancipate themselves from American tutelage and consolidate a European power, in a dependency logic. However, in the 1950s, the European colonial empires also started to be seriously threatened: the Indochina War was raging, and both Dutch Indonesia and the Belgian Congo were gradually moving towards independence. In the same perspective, 29 Asian and African « non-aligned » countries gathered at the Bandung Conference in 1956 unanimously condemned colonisation. That same year, the Suez Canal crisis revealed their strength and the support they received from the United States. Henceforth, the urgency of integrating the French and Belgian colonies into the European community became all the more pressing. Thus, one recalls the ultimatum issued by Christian Pineau, French Minister of Foreign Affairs, to the five

other member states, which made the inclusion of the French overseas territories a sine qua non condition for the continuation of negotiations for the establishment of a common market. These few elements allow us to recall the motivations underlying the European political project for some of its advocates.

Since then, the European political project has evolved and the colonial empires have disappeared. Nevertheless, the reflections on the consequences of colonisation and the associated work of memory remain a complex exercise for Europeans. The collective amnesia that still exists concerning the narrative of the construction of Europe with regard to its colonial dimension can bear witness to this. Nevertheless, European member states' overseas and ultra-marine possessions remain strategic territories for the European Union. For example, the Spanish enclaves of Ceuta and Melilla in Morocco act as military bases for the deployment of European operations to the African continent, in addition to also playing a key role in regulating immigration. Furthermore, the European Space Agency benefits from privileged conditions at the Kourou base in French Guiana. Thus, the European Union continues to use the outermost territories to benefit its own interests. If these current configurations differ from the post-war postures and respond to new dynamics, it seems nevertheless to be of public utility to raise awareness on the colonial dimension that the European project may have undergone at one point. With these elements in mind, anyone can take a critical, though not systematically rebuking, step back from the EU's posture towards third countries, in its recent Global Gateway strategy for example.

**Jeanne Fabreguettes**  
MA2 European Studies



# Fortress Europe, anti-immigration propaganda and the future of the European migration and asylum system

Interview with  
MEP Pietro Bartolo

The 3rd of October 2023 will mark the tenth anniversary of the tragic Lampedusa shipwreck that provoked the death of at least 368 people trying to get across the Central Mediterranean Sea. This event, prefiguring the major migration waves of 2015-2016, has impacted Europe, highlighting the perilous travel conditions migrants still face today



at the European external borders, from the Mediterranean to the Balkans. In addition, it also revealed a paradoxical outcome resulting from the lack of action and mismanagement of migration by European member states and EU institutions. We have had the opportunity to engage in a meaningful conversation with Italian MEP Pietro Bartolo (S&D) regarding the current state of the European migration and asylum system, the effects of externalizing borders on the lives of migrants, and the criminalization of sea rescuers. For many years, Mr. Bartolo, an experienced gynecologist, has devoted himself to providing first aid to migrants on the island of Lampedusa and was also among the first rescuers in the Lampedusa shipwreck. His dedication eventually earned him a seat in the European Parliament in 2019 as a member of the Social Democrats.

**Eyes On Europe (EoE): What do we mean by Fortress Europe and what has changed in European migration policies and towards NGOs in the ten years following the Lampedusa shipwreck in 2013?**

**Pietro Bartolo (PB):** Fortress Europe is either a question of building walls, a truly physical border, or of the agreements made with third countries, like Turkey and Libya. Europe is trying to close itself almost completely to the migratory phenomenon in recent times, creating real and proper walls, or there are even countries that ask for European funds for the construction of walls, like the one that was built in Poland on the border with Belarus, where I have been and seen unspeakable things. In the case of third countries, which are also countries of transit and not necessarily of origin, the tendency of Europe is to inject a lot of funds to block these people at the external borders.

It is the same for the bilateral agreement between Italy and Tunisia, which we know today is in very serious economic and political difficulties, due to the presence of an authoritarian president, who has created this very serious unease. I suspect that the perspective of this bilateral agreement has created a climate of hatred towards the blacks who come from Central, Sub-Saharan Africa. Therefore there has even been a hunt for black people. « Fortress Europe » now is also adding another country that has joined the Visegrad countries, Italy, as we know that this government will do everything possible to create ever greater difficulties. They say they want to fight traffickers by always setting limitations, instead the more you make it difficult to arrive, the more human traffickers gain and prosper. But it has always been like this in history, hence it is a commercial fact that they eventually treat it as a trade deal, but we should not forget that we are talking about human beings.

But asking for asylum is the refugee's right. This is enshrined in the Geneva Convention but Europe denies it. At the border with Bosnia and Herzegovina or Italy and Slovenia, people get rejected and taken to the other side of the frontier, where the famous « game » begins. But at the Polish borders, they hit people with water hoses and they also built a wall, which is pushback.

You can't build a wall. A wall must be built if you are at war with another country. So nothing has changed over the past ten years.

**EoE: What are the consequences of the externalization of European borders, such as agreements with third states and the delegation of border control to non-state actors?**

**PB:** I identify the Libyan coast guard with the human traffickers themselves because they are the ones who have a huge business from this, as they need either to wage war between the two Libyan factions and buy weapons for war. And then obviously its power of persuasion towards other countries, especially Italy, can even be considered an instrumentalization of migration. In fact, we make agreements with them not to let migrants arrive in exchange for money, but they arrive anyway, so we are spending useless money and the Libyan coast guard is cheating on Italy and stealing taxpayers' money. Therefore, the memorandum Italy-Libya was put in place to block these people, even giving away patrol boats and offering training. Obviously, Frontex also played a role in this whole affair, signaling the presence of boats, dinghies, and small boats to the Libyan coast guard to bring the migrants back. And this cannot be done because Frontex should play a different role, which is enforcing human rights, while this is a question of pushback. Refoulements that are obviously illegal according to the international law principle of « non-refoulement » as enshrined in the Geneva Convention but also in other international agreements, such as the Charter of European Rights. These push backs are being done not only in the Mediterranean but also in the Spanish enclaves of Melilla and Ceuta, in Croatia and Bosnia Herzegovina. Last but not least, at the border between Bosnia and Herzegovina and Croatia there is the Lipa camp, which is really a lager where people are isolated from everyone in a condition of segregation, and police violence is systematically practiced against the people who are trying to get to Europe and exercise their right for asylum.

**EoE: What are or could be the legal alternatives to travel by sea and along the Balkan route? Why does Europe seem to continue wanting to ignore the benefits brought about by migrations from a demographic, econo-**



#### **mic, social and cultural perspective?**

**PB:** We have to completely change the paradigm. These people have to go through regular channels, through humanitarian corridors and with documents. Only then we can actually say that we are fighting human traffickers. Even if they are exploited and humiliated, paradoxically the traffickers are the only ones who allow the migrants to reach Europe. Because we have created a fortress in Europe, by paying other countries to block them. If we stop giving this money to third countries, but we start using it to welcome migrants, then not only will we manage the migration problem, but we will also do what is best for Europe. As a matter of fact, migrants can help us from all points of view, demographic, economic, social and cultural. These are people who have their own culture, experiences and traditions that together with ours can help our society thrive and grow.

In fact, we are the people in danger if we look at the issue from a demographic perspective. The negative European demographic trends show clearly that it is an old continent where there are no more young people and where there is no longer the possibility of creating new jobs. From an econo-

mic point of view, many jobs are lacking in the labor force. I think this is a paradox that European entrepreneurs are clamoring to have these people on a legal basis, while European governments are against immigration. For example in Italy, the government has understood that there is a supply-demand disparity in different sectors, from agriculture and animal husbandry to construction, so it has issued a flow decree to bring 80,000 workers to Italy and then, organized a « click-day » for all companies. Do you know how many clicks there were on the first day by companies? 240,000. There is a contradiction because if all of Europe lacks millions of people, we should work to bring them here legally while also saving funds. I think that we should face the migratory phenomenon under this perspective and through intelligence, rationality and humanity as the children, women and men fleeing from war, earthquakes, poverty, religious persecution, and even more, only try to survive and have no alternatives.

Unfortunately, in order to reach a popular consensus, European politicians first created fear and hatred toward the migrants through a toxic narrative, where they are presented only as threats. It is not true that there is an invasion since we are

talking about a few hundred thousand people, while having rightly welcomed 5 million people from Ukraine in one month, without anyone noticing. The problem I see here is called racism. We cannot define it otherwise. Because the people from Afghanistan and Syria are refugees too and they also have the right to conduct a normal life. There is no difference between those fleeing war and persecution and those who emerge from their own hunger and economic difficulties.

#### **EoE: What is the state of play of the New EU Pact on Migration and Asylum?**

**PB:** I hope the situation will change as a result of the compromise for the New Pact on Migration that we voted on in the LIBE Commission, where I was shadow rapporteur for the Social Democrats, on March 29. Not the ideal one, the one I wanted, but we have reached an acceptable compromise which will be now confronted with the decisions of the Council. It is certainly much better than the current instrument, the Dublin Regulation, but we must now deal with the decisions of the Council, which thinks a little differently from the Parliament. This increases the risk of failure or an even bigger compromise, but we should not go down too much, otherwise, we have done nothing. Lately, we have had quite another acceleration because in addition to approving the RAMM dossier, the one that must replace Dublin which I believe was the most important, other dossiers on crisis and procedures have also been approved. I must say the obstacle of Parliament has been overcome with a fairly large majority, hence it could bypass the plenary and go straight to the Council. There will be an advancement because the roadmap that has been envisaged by the Council as well as by the Commission is to complete the whole picture by the end of the legislature. If we succeed, we have taken an important step forward, but if we don't, unfortunately, we would have to start all over again.

**Sara Lolli**

*Specialised Master in European Studies*

today, since the methods of transfer have become more dangerous than before, when the smugglers used well-built wooden or iron boats in order to go back, without abandoning these small boats in the middle of the sea.

# Les groupes pro-migrants ont-ils vraiment une voix dans la réforme du RAEC de l'UE ?

Selon un rapport publié par l'Organisation Internationale de la Migration (IOM) en 2015, plus d'un million de migrants sont arrivés sur les côtes de l'Union Européenne (UE) avec une série de drames humains en Méditerranée et sur la route des Balkans. Cette hausse du flux migratoire fuyant la guerre, la famine, la répression, fut qualifiée alternativement de « crise migratoire » ou de « crise des réfugiés » dans les médias. Cette crise a mis en évidence les limites du Régime d'Asile Européen Commun (RAEC), établi en 1999 pour garantir un traitement égalitaire des demandeurs d'asile. Différentes voix de la société civile, telles que les ONGs, se sont élevées pour dénoncer ses déficiences structurelles et la situation humanitaire critique émanant de son inefficacité. Elles ont demandé une réforme substantielle et drastique du RAEC, permettant de répondre à la situation de crise mais aussi d'anticiper les prochaines et d'assurer la légitimité du régime de protection internationale.

## Dernières réformes controversées du RAEC

En avril 2016, la Commission européenne (CE) a proposé une réforme du RAEC pour remédier à ses lacunes structurelles et rendre le système « plus humain, équitable et efficace » à l'égard des migrants. Les groupes d'intérêts pro-migrants ont été impliqués dans le processus de consultation, ont fourni une expertise et émis des recommandations à la CE. Cependant, lors de la publication de la proposition, ces mêmes groupes ont émis des réserves importantes. L'une de leurs critiques porte sur l'externalisation de la protection des migrants via les notions de « pays tiers sûrs » ou de « premier pays d'asile », qui relèguent la protection aux pays voisins de l'UE, qui appliquent des standards de protection des migrants plus faibles.

Malgré les critiques des groupes d'intérêts pro-migrants, la proposition de réforme a été adoptée. Elle prévoit une révision du régime de Dublin, qui détermine l'État responsable d'une demande d'asile. La réforme prévoit aussi de renforcer la base de données Eurodac, qui sert à identifier les demandeurs d'asile. La proposition vise également à uniformiser les procédures et les droits à l'échelle européenne pour éviter les mouvements secondaires au sein de l'UE.

## Qui sont les groupes d'intérêts pro-migrants

Les groupes d'intérêts sont des entités non-étatiques qui travaillent aux côtés des institutions européennes. Ils se différencient des organisations non gouvernementales et de la société civile, car ils travaillent aux côtés des institutions européennes pour défendre les intérêts des migrants, demandeurs d'asile et réfugiés. Leur mission principale est d'influencer les décisions politiques afin d'atteindre des objectifs proches de leurs idéaux.

Bien que le terme « migrant » généralise et euphémise la détresse des individus arrivés durant la crise migratoire et que son utilisation peut être politisée, il permet d'englober une grande variété de situations.

Depuis les années 1990, les groupes d'intérêt se sont progressivement organisés en *umbrella organizations* pour coordonner et représenter d'autres organisations avec un but similaire. Leur objectif est d'agréger une réponse européenne commune de la part de communautés nationales diverses et de construire des alliances avec des fonctionnaires de la CE. Les plus actifs de ces groupes sont principalement des organisations de défense des droits humains ou des organisations religieuses. Ce sont donc majoritairement les organisations non-gouvernementales, qui font du plaidoyer pro-migrants. Parmi ces organisations se trouvent Amnesty International European Association, European Council on Refugees and Exile, Christian Organizations, Human Rights Watch, UNHCR, Churches Commission for Migrants in Europe, qui ont commenté le projet de réforme du RAEC en 2016.

Les groupes d'intérêts constituent le lien entre les institutions européennes et la société civile. Dans



le cadre du projet de réforme du RAEC, quelle part (s'il en est une) des propositions est le fruit du plaidoyer des groupes pro-migrants ? Et quelles sont leurs critiques suite à sa publication ?

## La relation entre les groupes d'intérêts et la CE

Les groupes d'intérêts ont une relation complexe avec la CE en matière d'immigration. Bien que les politiques européennes réglementent l'immigration légale, les politiques d'asile et la lutte contre l'immigration clandestine, les compétences sont partagées entre l'UE et les États membres. La CE possède le droit exclusif d'initiative sur les sujets de migration et d'asile, ce qui en fait la plate-forme la plus attractive pour les groupes d'intérêts. Étant donné que la CE dispose de ressources limitées pour la formulation de propositions politiques, elle travaille en étroite collaboration avec des groupes d'experts externes qui fournissent des conseils et une expertise consultative. Ces groupes comprennent des entreprises, des associations, des ONG, des universités, des instituts de recherche, des cabinets d'avocats et des sociétés de conseil.

Cependant, l'influence exacte des groupes d'intérêts sur les politiques de la CE reste difficile à mesurer. Les groupes d'intérêts sont souvent considérés comme des supports informationnels pour les décideurs politiques. Malgré cela, ils ont régulièrement des opportunités d'influencer les politiques, grâce à des consultations formelles et informelles. L'ouverture de la CE aux groupes d'intérêts s'explique par un besoin de compenser un manque de légitimité en tant qu'institution.

non élue directement par les citoyens européens.

Cependant, l'interdépendance entre les groupes d'intérêts et la CE varie selon la nature de la problématique traitée. Les groupes d'intérêts auront plus d'influence sur des sujets hautement techniques pour lesquels la CE est plus dépendante d'une expertise extérieure que sur des sujets de *high politics*. Dans l'ensemble, la relation entre les groupes d'intérêts et la CE peut être considérée comme interdépendante, bien que sa mesure exacte reste complexe.

#### **Le rôle des groupes d'intérêts pro-migrants face à la crise migratoire de 2015**

Le rôle des groupes d'intérêts dans les politiques de l'UE est un sujet d'actualité, notamment en matière de migration et d'asile. En effet, les groupes d'intérêts pro-migrants ont souvent été confrontés à des obstacles dans leur collaboration avec la CE, en raison notamment de la complexité technique des politiques migratoires et du discours prédominant axé sur la sécurité des frontières plutôt que sur les droits humains.

La question de l'immigration est devenue l'un des enjeux majeurs de la politique extérieure de l'UE, depuis l'accord de Schengen. Les politiques européennes ont pour objectif principal de sécuriser les frontières extérieures de l'UE, notamment avec l'agence Frontex, tout en supprimant les frontières internes. Cependant, la question de l'immigration illégale est un sujet émotionnel, suscitant des craintes alimentées par les médias. Les migrants sont souvent présentés comme une triple menace : pour la sécurité intérieure, la sécurité culturelle et l'État providence. De ce fait, la notion d'immigration est étroitement liée à la sécurité, au même titre que la criminalité et le terrorisme.

Dans ce contexte, les groupes d'intérêts pro-migrants peuvent faire des déclarations symboliques sur les conséquences d'une politique et utiliser des techniques de pression. Cependant, certains acteurs estiment que pour les sujets de *high politics*, qui attirent l'attention du public, les groupes d'intérêts auront moins de poids pour jouer un rôle décisif. Cela est notamment dû au risque de subir des punitions électORALES pour

les élus. Néanmoins, malgré cette difficulté, les groupes d'intérêts continuent de s'engager dans des actions de *lobbying* et de sensibilisation pour faire valoir leurs positions dans le débat sur l'immigration en Europe.

#### **La mise à l'agenda par les groupes d'intérêts**

Les groupes d'intérêts sont des acteurs importants dans le processus de création de politiques publiques. Lorsqu'ils souhaitent que leur sujet de préoccupation soit pris en compte par les décideurs politiques, ils doivent parvenir à le faire inscrire comme une priorité politique. Pour ce faire, les groupes d'intérêts privilégient l'accès à la CE, car elle est à l'initiative de la plupart des nouvelles législations. Dans le domaine de la justice civile, de l'asile, de l'immigration et des visas, c'est le Directeurat Général Justice, Liberté, Sécurité qui est responsable de cette tâche. Les groupes d'intérêts ont donc tout intérêt à entretenir des liens étroits avec les représentants de la Commission pour faire valoir leurs intérêts. En échangeant des informations et en représentant leurs avantages, les groupes d'intérêts peuvent faire entendre leurs voix et influencer la prise de décision. Cette étape est cruciale pour leur permettre de jouer un rôle dans l'élaboration des nouvelles politiques.

Malgré l'atténuation de la crise migratoire de 2015, la réforme du RAEC n'a toujours pas été adoptée à ce jour.

#### **Enjeu majeur pour les politiques migratoires de l'UE**

Dans ce contexte, la réforme du RAEC en 2016 a suscité un intérêt particulier. Cette réforme a été précédée de consultations avec les groupes d'intérêts, mais le rôle qu'ils ont joué dans ce processus reste difficile à mesurer. En somme, comprendre le rôle des groupes d'intérêts pro-migrants dans la réforme du RAEC peut éclairer les débats actuels sur les politiques migratoires et d'asile de l'UE. En septembre 2020, un nouveau pacte sur la migration et l'asile a été présenté par la CE, mais les négociations sont toujours en cours. Les groupes d'intérêts pro-migrants s'inquiètent de l'absence de consensus entre les États membres et de l'abaissement des normes de protection des migrants.

**Johanna Tirinelli**  
MA1 Etudes Européennes

# Read the latest issue of the Progressive Post magazine!



The Special Coverage looks at **Feminist Foreign Policy**, at its potential but also at the risks of being perceived as another attempt by the West to impose its vision on the Global South. The Focus on **Ukraine** is centred on the human cost of the war, while looking ahead at the country's future reconstruction. The Dossier on **centre-right** analyses what has traditionally been progressives' main competitor and its **connexion with the far-right**. And the Dossier on work and well-being explores the difficulties of finding a good **work-life balance** and running good working lives.



## When foreign policy meets feminism

A MAGAZINE BY

**FEPS**

FOUNDATION FOR EUROPEAN  
PROGRESSIVE STUDIES



  [www.feps-europe.eu](http://www.feps-europe.eu)  
[@FEPS\\_Europe](https://@FEPS_Europe)

2

# *Strategic partnerships*



# The Brussels-Madrid-Rabat triangle: Spain's role in



## EU-Morocco relations

### **Spain and Morocco, the endless honeymoon**

In Spanish diplomacy, there is an unspoken rule since 1983 which sets Morocco as the first country to be visited by the newly appointed Prime Minister of Spain, a tradition that Pedro Sánchez broke for the first time in 2018. Diplomatic relations between the two neighbours have gone through one of their worst crises in recent decades although since the beginning of February 2023, marked by the onset of the *Spanish-Moroccan high-level Summit*, it seems their diplomatic relations are partially back on track, after important concessions were made on both sides.

However, not only is the Alaouite Kingdom a priority partner for Madrid, but it is also for Brussels as The European Union has proved this by granting first to Morocco a higher rank of partnership than any other nation in the Southern Mediterranean. Accordingly, the consequences of these relationships do not only rebound in Madrid, but also in the corridors of Berlin, Zagreb or Helsinki. In

this regard, policymakers within Spain and the EU invest large amounts of both political and economic resources to ensure good maintenance of relations with the Southern neighbour.

However, what kind of interests does Spain have in Morocco? Migration, territorial integrity and energy are the three main axes on which Spanish foreign policy is structured, aligning with the interests of Brussels. Regarding migration, Spain is the first EU Member State in terms of irregular arrivals by land, the second one when taking into account arrivals by land and sea, and ranks third in asylum applications. In this respect, it is important to keep in mind that Spanish soil is also European soil, a notion that also extends to the principle of respecting territorial integrity, as Spain is the only EU Member State with sovereign enclaves on the African mainland. Said territories have been threatened by Morocco several times as in the cases of Ceuta, Melilla, the Canary Islands and the Perejil islet. Finally, it is crucial



to acknowledge the impact of the ongoing war in Ukraine, which has prompted Europe into a desperate search for alternative sources of energy. Taking into account the potential of Morocco as a transit country and Algeria as an energy exporter, Spain wishes to play a pivotal role in becoming the new European energy hub.

Nevertheless, these interests are difficult to articulate when Morocco's ambitions enter the equation, which could potentially lead to direct conflict with those of Spain. First of all, Morocco intends to isolate its biggest adversary, Algeria, which was until 2022 a key partner of Spain. Secondly, it is critical to consider the situation in Western Sahara. This territory was under Spanish colonial rule until 1976. Since then, Morocco has claimed sovereignty over the territory, which is not recognised by the United Nations. In this regard, Spain has traditionally maintained a neutral position, without recognising neither the independent Sahara nor Moroccan sovereignty, something the African Kingdom yearns for. Finally, it is necessary to take into account Spain's lobbying on behalf of Morocco in the European Union, attempting to maximise its economic and political interests.

### **Scanning of the relations**

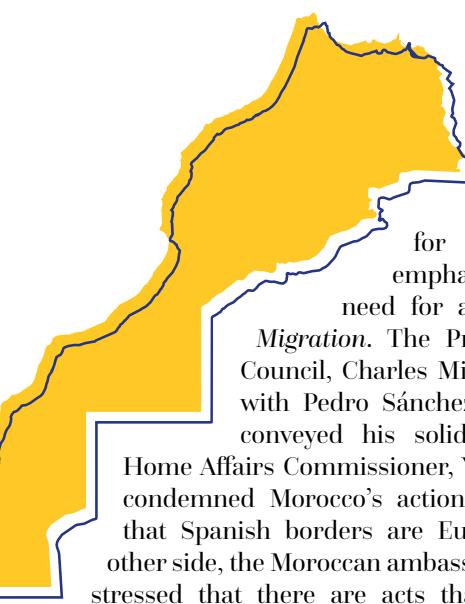
Morocco has recognised in its relations with European countries a chance to achieve fruitful deals, acting in exchange as a plug not only for migratory flows but also for terrorist threats, sometimes using this role as a political weapon in order to obtain more concessions. In this regard, relations between the two countries remained on their traditional track until the beginning of 2020, followed by an increase of tensions concerning the sovereign waters of the Canary Islands. The two laws approved by the Moroccan Parliament sought to expand the exploitation zone to unilaterally seize areas belonging only to Western Sahara. However, the measure would have a negative impact in Spain's. As tensions rose once

again around Moroccan sovereignty and the idea of Greater Morocco, which includes the Spanish archipelago, the former Spanish foreign minister, Arancha González Laya, paid a visit to Morocco to discuss the situation.

A month after this scenario, the Covid-19 pandemic came to reveal the diplomatic wear and tear between the two kingdoms, showing a deep lack of coordination to facilitate the passage of 20,000 people that cross the borders daily. This experience demonstrated the deficit in relations between the two countries that were incapable of partially fixing the border challenge until a few months had passed, and definitively until 2022 with the *Operation Crossing the Strait* and the mobilisation of more than three million people across the borders.

However, tension between both countries escalated in March 2021, just one year after the beginning of the pandemic. The Spanish government received a call from the authorities of Western Sahara, requesting health care in Spanish territory for the leader of the *Polisario Front*, Brahim Ghali, who was reportedly in critical condition due to Covid-19. Without consulting Pedro Sánchez, the Ministry of Foreign Affairs, headed by former minister Laya, decided to accept the petition under humanitarian reasons, using a fake name to protect Ghali's identity. For the purpose of establishing the necessary context, the *Polisario Front*, a group for the liberation of Western Sahara, had fought for years against Morocco, rendering consequently Brahim Ghali as a terrorist leader by the Moroccan authorities. This clumsy manoeuvre by Spain's government would be discovered by the Moroccan intelligence services, triggering a diplomatic crisis. Morocco withdrew its ambassador from Madrid and summoned the Spanish ambassador in Rabat in order to provide explanations. As a result, the Spanish executive opted to replace Minister Laya with the current Foreign Minister, José Manuel Albares.

On top of the diplomatic disaster, two months later Spain suffered reprisals when Morocco opened its borders in Ceuta, allowing 12,000 immigrants to enter Spain. This act only triggered a few statements at the EU level, and no concrete actions were taken by Brussels; the president of the

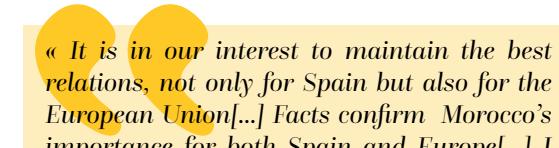
 Commission, Ursula von der Leyen, expressed her support for Spain and emphasised the need for a *New Pact on Migration*. The President of the Council, Charles Michel, held talks with Pedro Sánchez, to whom he conveyed his solidarity, and the Home Affairs Commissioner, Ylva Johansson, condemned Morocco's actions and stressed that Spanish borders are Europe's. On the other side, the Moroccan ambassador in Madrid stressed that there are acts that have consequences. As it can be observed, border control is not only a priority for Spain, which allocates thirty million euros to Morocco annually to curve migration flows but also for the European Union, which has increased its funds to the African Kingdom from 300 to 500 million, becoming the second neighbouring country of the EU that receives the largest quantity of such aid.

After this crisis, in March 2022, the Spanish government unilaterally decided to recognise Morocco's sovereignty over Western Sahara as a way to mend relations with its Southern neighbour, via a private letter from Pedro Sánchez to King Mohamed VI, a position that is not backed neither by the European Union nor the United Nations. Consequently, Algeria, an important energy partner, decided to rescind the *Treaty of Friendship* signed along with Spain in 2002, breaking all commercial and diplomatic relations.

Nevertheless, tensions still remained concerning the Spanish sovereignty of territories in the African mainland, when the Moroccan Royal House stated in a letter addressed to the *High Commissioner for Human Rights of the United Nations* (OHCHR), that Spain and Morocco do not share land borders, referring to Ceuta and Melilla. In this regard and following the timeline, Pedro Sánchez made two clever diplomatic steps regarding the integrity of all the Spanish territories claimed by Morocco: The first one during the *Madrid NATO Summit* in June 2022, when the military alliance included in the treaties the

protection of the Spanish intercontinental lands. Secondly, he made a last step at the high-level summit between the two countries in early February 2023, when Morocco signed an agreement rejecting any attempt to claim sovereignty over the cities and the archipelago. Such a summit marks a new stage in relations between the two countries, not without witnessing the remaining tensions as Mohamed VI clearly proved when he deliberately decided not to welcome Pedro Sánchez on his visit.

Finally, one last move by Spain shows us the particular agenda that the Iberian Kingdom maintains towards Morocco, of ironclad pragmatism and far from European expectations. Recently, in a vote in the European Parliament to condemn the persecution suffered by journalists in Morocco, MEPs from the Spanish Prime Minister's party received orders from Madrid to vote against it. Days after, Pedro Sánchez defended his position at the Spanish Parliament in the following terms:

  
*« It is in our interest to maintain the best relations, not only for Spain but also for the European Union [...] Facts confirm Morocco's importance for both Spain and Europe [...] I will always defend the preservation of good relations with Morocco ».*

— Pedro Sánchez, Prime Minister of Spain. 25/01/2023

### **The essential role of Spain: pragmatism or improvisation?**

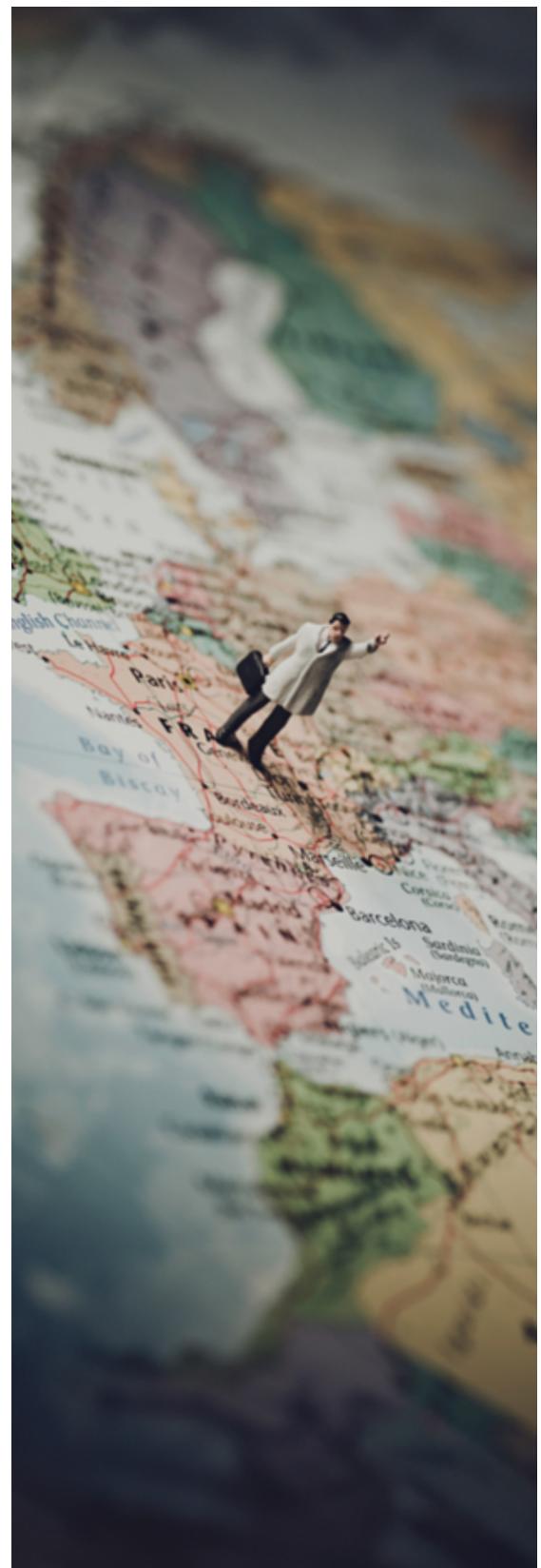
The role of Spain in the Brussels-Madrid-Rabat triangle is decisive for two reasons: On the one hand, there are the historical relations between the two neighbours, including the recent colonial past and the good relationship between the two royal houses. On the other hand, the EU has no clear agenda towards Morocco apart from trade, which makes the EU rely on Spain as intermediary in areas related to foreign and security policy. This is also how Pedro

Sánchez seems to see it, when he claims to defend Europe's interests.

It is true that Spain has assumed the leadership and paid the consequences of its decisions, which have resulted in both moments of crisis and appeasement. Under a pragmatic approach, Spain has acted either far from Brussels' interests as a lobbyist for Morocco, or close to the EU as a shield against Rabat. This strategy has been noticed by the Moroccan Foreign Minister, Nasser Bourita, who accused Spain of trying to turn a political crisis between the two countries into an EU problem by focusing on migration issues and ignoring the root causes.

It can be observed that Spain appears to be pragmatic. However, the lack of European coordination has pushed the EU to rely on the ad hoc decisions of the Iberian Kingdom, causing reverberating repercussions throughout the European territory. On one hand, due to its tendency towards improvisation, Spain may have not emerged as the winner of the decisions it has taken. This is evident considering that Italy is closer to becoming the new European energy hub by using the Algerian gas, representing a missed opportunity for Spain. On the contrary, taking into account that Spain is the largest foreign investor in Morocco, even before the US or China, it can be concluded that said pragmatism may have helped the Iberian country to permeate Africa and its market through the Alaouite Kingdom. It should be highlighted that Morocco stands as the second largest African investor on the continent, while Spain ranks second among European investors.

**Mario Vega Esteban**  
MA1 European Studies



# Union Européenne, Chine et Afrique : visions différentes sur le même continent

Notre histoire a été marquée par les terribles ambitions coloniales et néo-coloniales européennes en Afrique, considérées encore comme les causes principales du difficile essor économique du continent. On ne peut pas oublier ces pages noires de notre passé et les responsabilités de l'Occident, mais on dit que « *Historia magistra vitae* », l'Histoire est maîtresse de la vie, et qu'elle devrait nous guider vers un futur différent. Mais est-ce qu'on a tous la même vision ?

Dans un monde en constante évolution, l'Afrique devient de plus en plus importante en termes démographiques et économiques. L'ONU estime qu'en 2100, 4 habitants sur 10 seront africains et tout le monde a pris conscience de l'impact de l'élargissement du continent sur la scène internationale.

## **Le franc CFA et les investissements chinois... un déjâ-vu ?**

Les fautes occidentales en Afrique ont déjà fait couler beaucoup d'encre. Cependant, certains sont d'avis que le colonialisme du XIXe siècle ne s'est jamais terminé et qu'il survit sous des nouvelles formes de dépendance commerciale.

Un exemple clair de ces théories est le franc CFA. Initialement acronyme de « Colonies françaises d'Afrique », le franc CFA est le nom des deux monnaies communes aux 14 pays africains qui font partie de la zone franche. Cette monnaie représente encore un instrument de contrôle de la France sur ses anciennes colonies, car elle permet d'en réorienter les ressources.

Aujourd'hui les affaires économiques françaises en Afrique ont été déstabilisées par la concurrence chinoise. Depuis 12 ans, la Chine est le premier partenaire commercial du continent. Selon une étude publiée par le *Center for Global Development*, les banques chinoises ont prêté plus



de deux fois plus pour des projets d'infrastructures en Afrique par rapport aux institutions de financement du développement des États-Unis, de l'Allemagne, du Japon et de la France réunies.

L'action économique de Pékin n'est pas un acte de solidarité. Les relations commerciales entre les deux partenaires sont décrites par l'expression du « piège de la dette », car si les pays africains ne sont pas capables d'honorer leurs dettes envers la Chine, cette dernière pourra décider de gérer partiellement ou entièrement les infrastructures réalisées et influencer les décisions politiques des gouvernements concernés.

Ce projet fait partie du grand plan de la route de la soie, ou « *Belt and Road initiative* », une initiative commerciale pour répandre l'influence chinoise en Asie et en Europe.

## **Aide multiple et constructive, l'approche européenne**

Mais quelle est l'approche européenne dans ce cadre ? Est-ce que l'Europe adopte les mêmes stratégies géopolitiques chinoises ?

L'Union a progressivement modifié son approche à la politique de développement dans les pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique). La Convention de Cotonou a été adoptée en 2000; ses conditions qui devaient expirer en 2020, ont été prolongées



dans l'attente d'un accord sur un nouveau projet commun. L'Union n'est plus concentrée seulement sur le développement économique, mais l'objectif principal de ses politiques est la réduction de la pauvreté. Grâce à une approche à plusieurs vitesses, l'accord prévoit une allocation de l'aide basée sur la différenciation et la performance des États. Ce mécanisme permet aux gouvernements qui reçoivent le soutien économique de s'engager activement dans l'investissement optimal des aides européennes.

Il est clair que la perspective européenne s'oppose à celle chinoise : l'Union ne s'arrête pas à une simple intervention unilatérale, mais elle va bien plus loin pour construire une vision conjointe avec les pays africains sur les objectifs et les politiques de développement.

La stratégie commune UE-Afrique est accompagnée du paquet d'investissement Global Gateway, un plan finalisé pour accélérer la transition énergétique, la croissance du travail décent et à améliorer instruction et formation.

Les plus attentifs ont décelé des failles dans la stratégie européenne. En effet, les conditionalités économiques sont parfois considérées comme un moyen de renforcement des déséquilibres entre les pays africains plus et moins industrialisés. En plus, l'UE est accusée d'utiliser les politiques d'in-

vestissement européennes pour financer et soutenir les entreprises européennes en Afrique, plutôt que de favoriser les entreprises des pays africains.

## **Le partenariat UE-Afrique**

Ce bref panorama historico-politique nous montre que les politiques d'investissement peuvent prendre différentes formes. D'un côté, il y a l'intervention unilatérale chinoise autoréférentielle et finalisée visant à renforcer Pékin plutôt qu'à aider les pays africains; en plus, quelques pays essaient encore de tenir un contrôle politique et stratégique sur le continent. De l'autre côté, l'Union Européenne promeut des plans d'action mutuels et bilatéraux.

L'Union Européenne et les pays africains partagent un projet de partenariat qui englobe les différentes facettes de la société, de l'industrie, des institutions pour construire un dialogue continu et concret.

Au niveau institutionnel, les réunions triennales des chefs d'État et de gouvernement sont accompagnées par des forums ministériels, des rencontres entre la Commission européenne et la Commission de l'Union Africaine pour échanger des points de vue et faire progresser la coopération dans certains domaines.

De plus, les organisations de la société civile, les jeunes, ainsi que les autorités locales et les entreprises sont impliquées dans les discussions avec les plateformes européennes « *pour dynamiser* – comme l'a dit la Présidente de la Commission européenne Ursula Von der Leyen en occasion de la présentation de travail de la Commission en 2020 – *les relations économiques, créer des emplois sur les deux continents et approfondir le partenariat dans tous les domaines* ».

# Un partenariat stratégique pour renforcer les relations UE-Maroc :



## 500 millions d'euros pour 5 nouveaux projets

« Le Maroc est un partenaire stratégique de l'UE. Nous nous entraidons en ces temps difficiles et travaillons ensemble pour notre prospérité et notre sécurité communes ».

C'est ce qu'a tweeté le 2 mars dernier Olivér Várhelyi, commissaire européen à la Politique de voisinage et à l'Élargissement, parti en mission au Maroc. Cette visite, qui a été fructueuse, s'est clôturée par la signature de cinq programmes d'une valeur de 500 millions d'euros portant sur la protection sociale, la transition verte, la réforme de l'administration publique, l'inclusion financière et la gestion de la migration.

Sans surprise, le programme bénéficiant de l'en-

veloppe financière la plus importante est celui sur la migration, qui vise à renforcer la gestion des frontières du Maroc dans la lutte contre les réseaux de passeurs et la réintégration des migrants irréguliers dans leur pays d'origine. En effet, ces dernières années la migration a dominé une grande partie de l'agenda européen. Si l'on considère que la route de la Méditerranée occidentale est devenue la principale voie de transit vers l'Europe, on comprend mieux en quoi le Maroc est un allié indispensable.

En deuxième position en termes de budget, figure le programme KARAMA/كرامة (mot arabe désignant la dignité) qui soutient une réforme majeure de la protection sociale, y compris des actions visant

à garantir l'égalité d'accès à la couverture sanitaire universelle, aux allocations familiales, au chômage et aux pensions de la population marocaine.

Dans le cadre du partenariat vert UE-Maroc a été signé le programme Al Ard Al Khadra/الأرض الخضراء (terre verte), dont la vocation est de soutenir les aspects écologiques et innovants de deux stratégies nationales, « Génération Verte » et « Forêts du Maroc », tout en favorisant l'inclusion sociale et économique des populations rurales.

Vient ensuite le programme de réforme de l'administration publique, conçu pour garantir l'accès et la qualité des services publics aux citoyens et aux entreprises, grâce à la simplification et à la numérisation des procédures administratives.

Enfin, le programme de renforcement de l'inclusion financière vise à améliorer l'accès au financement pour les PME et les start-ups et cible spécifiquement les populations vulnérables.

Tout cela est bien beau, mais il faudrait peut-être s'interroger sur le timing de cette coopération. Pourquoi tant de hâte à signer ces programmes et à réaffirmer l'amitié euro-marocaine ?

### Un partenariat qui tombe à point nommé ?

Il convient de replacer cette coopération dans un contexte bien plus large qui révèle un climat tendu entre Rabat et Bruxelles. En effet, la visite du commissaire Várhelyi a eu lieu après la résolution non contraignante adoptée le 19 janvier par la majorité de députés européens à Strasbourg.

Les eurodéputés ont invité le Maroc à respecter la liberté d'expression et la liberté des médias, en dénonçant le cas de trois journalistes emprisonnés, et ont exprimé leur inquiétude quant aux allégations d'implication des autorités marocaines dans une affaire de corruption avec certains d'entre eux, à l'instar de l'affaire du Qatargate.

La réponse du Maroc ne s'est pas faite attendre : le 23 janvier le Parlement marocain a adopté à son tour une résolution menaçant de revoir ses relations avec l'institution européenne, suite aux accusations qu'il a démenties.

A l'occasion de la séance d'ouverture de la 17ème session de l'Assemblée Parlementaire de la Méditerranée, le Président de la Chambre des Représentants Rachid Talbi El Alami a également souhaité s'exprimer sur la résolution adoptée par le Parlement européen en rappelant que « les partenariats ne vont pas de pair avec les propensions à donner des leçons, et avec les tendances patriarcales, arrogantes et de tutelle ».

Mais ce n'est pas tout, d'autres dossiers comme l'affaire d'espionnage Pegasus affectent la relation et alimentent les tensions entre les deux entités.

Reste donc à savoir si ce partenariat économique est une tentative d'apaiser les tensions ou s'il reflète une réelle volonté d'approfondir une relation qui a mis plusieurs décennies à se construire. Ce qui est certain, c'est que nous sommes loin de la fin d'une collaboration, dans la mesure où l'on parle déjà d'une coopération trilatérale.

### Coopération trilatérale avec Israël

Lors de la visite à Rabat, le commissaire Várhelyi et le ministre des Affaires étrangères Nasser Bourita, ont également annoncé une coopération régionale trilatérale avec Israël. Cette coopération triangulaire entre le Maroc, Israël et l'UE a pour but de relever des défis importants dans trois domaines d'intérêt commun, notamment la gestion de l'eau, la recherche et le développement.

Depuis le rétablissement des relations diplomatiques en 2020, le partenariat entre le Maroc et Israël s'inscrit dans une continuité à laquelle l'UE souhaite contribuer.

### Quelles perspectives d'avenir ?

L'avenir des relations UE-Maroc dépendra de la capacité des deux parties à travailler ensemble et à trouver des accords mutuellement bénéfiques pour renforcer les partenariats et relever les défis actuels. Les enjeux tels que la migration, le réchauffement climatique et la crise énergétique constituent les défis majeurs qui nécessitent une réponse commune et coordonnée de la part de la communauté internationale, y compris de l'UE et du Maroc.

# Sustainable economic growth in EU external action: the EU – New Zealand Trade Agreement

Despite their geographical distance, the European Union (EU) and New Zealand, have a very close relationship, coupled with shared values and interests. They share a deep commitment to democracy, rule of law, respect for human rights and sustainable development. In fact, the EU has three main objectives to pursue in the Pacific region, which align with New Zealand's own development work in the region, namely: support climate action, promote sustainable economic development and encourage fundamental values and good governance.

Last summer (30th June 2022), the EU and New Zealand concluded negotiations for a trade agreement which, for the first time, other than strengthening trade relations, will include sustainability commitments, such as the respect of the Paris Climate Agreement. This commitment sets up a brand-new kind of trade agreement that makes the EU move closer towards the idea of sustainable economic growth, not only within the Union but also in its external action.

While both parties concluded their four-year negotiations in June 2022, it is only in February 2023 that the EU-New Zealand Trade Agreement took a major step towards its ratification and entry into force, as the Commission sent it to the Council for approval. Following Council's approval and upon the European Parliament's consent, the deal will enter into force. In the same month, the EU and New Zealand reaffirmed their strong relationship at a meeting in Wellington under the Partnership Agreement on Relations and Cooperation (PARC) that was ratified last summer (July 2022). This agreement is intended to foster cooperation between the partners in many areas including sustainability and trade.



This event happens in a context in which the EU's transition to a net-zero economy becomes of paramount importance, as President von der Leyen highlighted earlier this year in her speech at the World Economic Forum in Davos (January 2023) by announcing the European Green Deal Industrial Plan. In order to meet the climate targets set in 2019 with the presentation of the European Green Deal, the aforementioned plan relies on four pillars, one of which is an open trade for resilient supply chains. In this sense, the EU-NZ Trade Agreement is the first tangible result of this pillar, which has the aim of making trade work for the green transition through global cooperation.

The Agreement also follows the Commission's plan to further strengthen the implementation and enforcement of Trade and Sustainable Development (TSD) chapters of the EU's trade agreements. To do so, the Commission proposes a new approach that includes the use of trade sanctions for breaches of core TSD provisions, as explained in the Communication on « *The power of trade partnerships: together for green and just economic growth* ».

The deal will allow bilateral trade to increase by up to 30% and EU investment into New Zealand to increase by up to 80%, due to the removal of duties on both goods and services. This will greatly benefit companies – including small and medium enterprises –, farmers, and consumers by creating new economic opportunities, along with guaranteeing core labour rights (International Labour Organisation fundamental labour principles).

With the aim to be a trade deal for green and fair growth, the Agreement also includes chapters about sustainable food systems, animal welfare, as well as the protection of minorities, specifically Māori – the indigenous people of New Zealand who possess their own culture and language –, by contributing to advance Māori economic aspirations through the facilitation of cooperation on trade in Māori products, for example.

The new approach of promoting green and just economic growth through economic partnerships is in line with the recommendations formulated through citizens' panels in the context of the Conference on the Future of Europe. In particular, European citizens propose that the EU strengthens both the ethical and the environmental dimension of its trade and investment relations through a variety of measures such as ensuring work and sustainability standards within and outside the EU, while opening up new opportunities for European companies.

Among the key ambitions of the EU-New Zealand trade agreement one can highlight the intention for the EU to strengthen its ties with a like-minded ally in the prominent and dynamic Indo-Pacific region, not only in terms of economy and trade. In fact, as President von der Leyen stressed out in her joint announcement with the then New Zealand Prime Minister Jacinda Ardern,

« this new agreement between the European Union and New Zealand comes at an important geopolitical moment ». In particular, the approval of the Strategic Compass – pushed by the return of war in Europe –, namely the plan of action for strengthening EU's security and defence policy by 2030, hint at an increasing intention to shift the Union's foreign policy towards a more strategic and less normative one, and perhaps at the rise of a more « Geopolitical Europe ». In the context of this strategic awakening, the Council adopted an EU Strategy for Cooperation in the Indo-Pacific, which highlights seven priority areas, among which we can find not only « sustainable and inclusive prosperity » and « green transition », but also « security and defence » indeed. It is therefore of utmost importance for the EU to have like-minded partners – like New Zealand – in the region and to strengthen ties with them.

New Zealand and the EU still continue to deepen their cooperation on sustainability issues and climate change, including through a High-Level Dialogue on climate as well as an International Strategic Agriculture Dialogue both to be held later this year.

The agreement makes the EU a pioneer in the promotion of sustainability through trade agreements, and as Commissioner for Trade Valdis Dombrovskis said: « this is a new generation of trade deal, with both sides set to make real economic and environmental gains », proving that the EU's trade agenda is dynamic and evolving. However, the challenge still lies ahead, as the EU is negotiating trade deals with less like-minded partners who often present more sustainability concerns, such as Mercosur and India.

**Riccardo Rossi**  
MA2 European Studies



# Eastern Partnership: Prospects for a European Future

When the foreign ministers of Poland and Sweden first proposed the idea for the Eastern Partnership (EaP) in May 2008, the response was somewhat muted. Reaching out to the EU's eastern neighbours was not a priority for many member states. Some had their eyes turned towards the Mediterranean. For others, economic ties with Russia remained paramount. After all, there was money to be made. Nord Stream hadn't yet been opened, let alone Nord Stream II. A few months later, Russian tanks entered Georgia after fighting between the country's military and Russian-backed separatists. Five days of war left hundreds dead and around 200,000 people displaced. Russia quickly recognised the contested regions of South Ossetia and Abkhazia as independent republics, despite their international status as part of Georgia.

## An ever-challenging partnership

The Eastern Partnership thus became central to the EU's response to the Russo-Georgian War. It sought to strengthen ties through political and economic relations and educational and cultural exchange. An initiative of the EU External Action Service, it took the form of a forum between the EU, its members, and Armenia, Azerbaijan, Belarus, Georgia, and Ukraine. The first official meeting of Eastern Partnership foreign leaders took place in 2009. Notable achievements include the Deep and Comprehensive Free Trade Agreements signed between the EU and Georgia, Moldova, and Ukraine respectively. These agreements facilitate the gradual elimination of trade barriers through the adoption of European law and institutional reforms. Meanwhile, people-to-people exchanges, such as Erasmus+ programs and visa-free travel, increased mobility and expanded trade. In one light, these accomplish-

ments signify progress and a potential, if uncertain step towards EU membership.

Zooming out from the EU framework reveals a different story. While in the 2000s the EU's role and self-image became increasingly « geopolitical », the EU's attention in the 2010s was elsewhere: the Eurozone crisis, domestic terrorism, asylum and migration. Russia had however never stopped looking at the world geopolitically. It saw the EaP as another example of what it regards as Western encroachment and moved to react. It used economic pressure to turn Armenia against negotiating an EU association agreement in 2013. Worse was to come in Ukraine.

Across the region, geopolitics and hard power have moved faster than the EU's bureaucratic mode of foreign policy. In 2020, Azerbaijan launched an offensive against long-disputed Armenian enclaves. Thousands died. While in 2023, the EU is enjoying some success as a mediator, shared « Eastern Partnership » still did little to prevent earlier fighting.

In Georgia, the ruling Georgian Dream party has strong connections with Russia. Economic ties have strengthened since the full-scale invasion due to cheap energy and Russian migration. In March 2023, a proposed « foreign agents » legislation targeting civil society groups sparked massive protests. While Georgia officially aspires for EU and NATO membership, today it looks to be on a different path.

In Belarus, pro-democracy protests erupted in 2020 and 2021 due to election rigging by President Lukashenko. Despite international pressure and sanctions, the regime suppressed the protests ↗

and still holds power. In June 2021, Belarus suspended its involvement in the EaP, increasing concern that political union with Russia may be on the horizon.

Apart from Ukraine, Moldova has the strongest ties forged through the Eastern Partnership. Liberal pro-European President Maia Sandu sees European integration as a priority. The country gained candidate status in June 2022. Nevertheless, protests associated with pro-Russian politicians attracted tens of thousands in the same year, taking advantage of escalating prices. Moreover, Russian troops still occupy the breakaway region of Transnistria, as they have since the Soviet Union's collapse.

#### **Ukraine: partner in the spotlight**

Among the six members, for clear reasons, lately special attention has been paid to Ukraine. The country became a focus for the EU shortly after the creation of the Eastern Partnership when pro-Kremlin President Yanukovych came to power in 2010. At the time, EU-Ukraine relations focused on political dialogue, trade and investment, and sectoral reforms. The EU also provided financial assistance to support Ukrainian democratic and economic development. In November 2013, Yanukovych suspended negotiations, refusing to sign a planned association agreement and opting for closer ties with the Russian-led Eurasian Customs Union.

Ukraine's pivot away from its pro-European path sparked widespread protests known as « EuroMaidan ». The government's violent repression of the initially peaceful demonstrations fuelled rebellion and exposed corruption and abuse of power. Meanwhile, Russia offered a \$15 billion aid package. Protesters saw the offer as a tactic to keep Ukraine aligned with Russia and distant from the EU. The protests escalated in February 2014, resulting in deadly violence and Yanukovych fleeing to Russia with Kremlin assistance. Shortly after, Russia illegally annexed Crimea through a manipulated referendum that was rejected by Ukraine and condemned internationally. In response, the EU adopted a stance of non-recognition and imposed several sanctions, including bans on imports, exports, and EU investments involving the peninsula, and the

exclusion of Crimean public entities from various programs.

In May 2014, Petro Poroshenko became the new Ukrainian president, aiming to stabilise the country. Ukraine signed the EU association agreement, promoting trade and economic integration as a crucial step towards full membership. The EU provided financial assistance for Ukraine's stabi-

lisation and reform efforts for agriculture, energy, infrastructure, and civil society. Ukrainians gained visa liberalisation in 2017. The association agreement came into force that same year and EU-Ukraine relations focused on reforms concerning governance and decentralisation, rule of law and anti-corruption measures, and energy.



Despite improved EU-Ukraine relations, recent events have shown the limitations of EU sanctions on Russia since 2014. The full-scale Russian

duties on Ukrainian exports. Furthermore, the EU has provided temporary protection to those fleeing the war.

Shortly after the invasion began, Ukraine applied for EU membership, seeking a special procedure and immediate accession, but the request was denied. Candidate status was granted by the European Council in June 2022, raising concerns among other countries awaiting approval. The EU is supporting the International Criminal

Court's investigation into war crimes committed by Russia. MEPs emphasised the protection of women and children among Ukrainian refugees, condemning sexual and gender-based violence as a weapon of war.

#### **Gender and energy: concrete challenges as a drive for cooperation**

Indeed, gender equality, protection against violence, and access to resources are key priorities in the Eastern Partnership. The EU has launched various initiatives to promote gender equality in the region. The *EU4Gender Equality*: Reform Helpdesk supports governmental reforms for equal opportunities, while the *EU4Business* initiative empowers women-led small and medium-sized enterprises. The *EU4Dialogue* project focuses on implementing the Women, Peace and Security agenda and promoting women's inclusion in peace processes. The Eastern Partnership agenda for « Recovery, resilience, and reform » emphasises gender equality and empowerment across policy areas through gender mainstreaming and responsive budgeting. Moreover, the EU committed to ensuring that at least 85% of its external actions prioritise gender equality. Additionally, the EU supports awareness campaigns by UN Women and the UN Population Fund, reaching millions of people in Eastern Partnership countries to promote gender equality and non-discrimination. The Partnership for Good Governance facilitates women's access to justice, implements gender equality standards like the Istanbul Convention, and enhances legal professionals' skills through institutional reform and capacity building.

Cooperation with Eastern Partnership countries is ongoing and, in some cases, synergistic. For example, government delegations from Georgia, Moldova and Ukraine participated in a study visit to Brussels in December 2022 to forge closer ties with the EU, present their efforts to promote gender equality in different areas and explore how EU experiences can be applied in each country to achieve gender equality. While progress has been made by the six countries in the Eastern Partnership, there is still considerable work ahead. According to the World Economic Forum's Global Gender Gap Index, the ranking of all Eastern Partnership countries, except for

☞ two, deteriorated from 2021 to 2022. Moldova and Armenia, on the other hand, made notable improvements.

When considering the future of the EU's engagement with its eastern neighbours, another element that cannot be overlooked is the European Green Deal (EGD). Energy was at the roots of the European political project from the outset and today the EGD is framing European societies' future. Launched in 2019, it aims to decarbonize the EU's economy in alignment with the Paris climate agreement. This initiative extends to all policy areas, including foreign relations. Energy shapes geopolitical relationships in the EaP countries, where Russia's gas exports and transit fees are crucial sources of revenue. Dependence on fossil fuels leaves these countries vulnerable to Russian actions, as demonstrated by the attacks on the Ukrainian grid. Investing in green energy offers decentralised and resilient power sources, reducing these weaknesses.

In discussions at the Committee of Regions in November 2022, several delegates called for the green transition and decentralisation to become central pillars of the Eastern Partnership. While crises from the pandemic to the war in Ukraine have centralised decision-making across the world, renewable technologies on the other hand lend themselves to alternative, more democratic forms of governance, involving for example communities or municipalities. Similarly, Ukrainian environmental NGOs have argued that replacing Soviet-era energy systems with heat pumps and solar panels can keep public services online, even amid ongoing fighting.

Evoking the US's Marshall Fund for the post-war reconstruction of Europe, both Olaf Scholz and Ursula von der Leyen have called for the EU to commit to rebuilding Ukrainian infrastructure after the war. The European Investment Bank has already committed over 3 billion euros to repair damaged buildings in the Donbas, of which 50 per cent will go towards the energy efficiency of homes. Amid the rubble, green construction offers the hope of a different future, with warmer homes, cleaner air, and a break from long ties of dependency. The same prospect should extend across the Eastern Partnership.

### Conclusion

Debates on the EU's relationship with its neighbours often revolve around the membership question. Accession processes are meant to steer candidate countries towards full membership, but they are no guarantee. The candidate countries of the Western Balkans have no clear timetable for joining. Indeed, what candidacy means is unclear. Turkey has gone backwards, possibly irreversibly, since becoming a candidate in 1999.

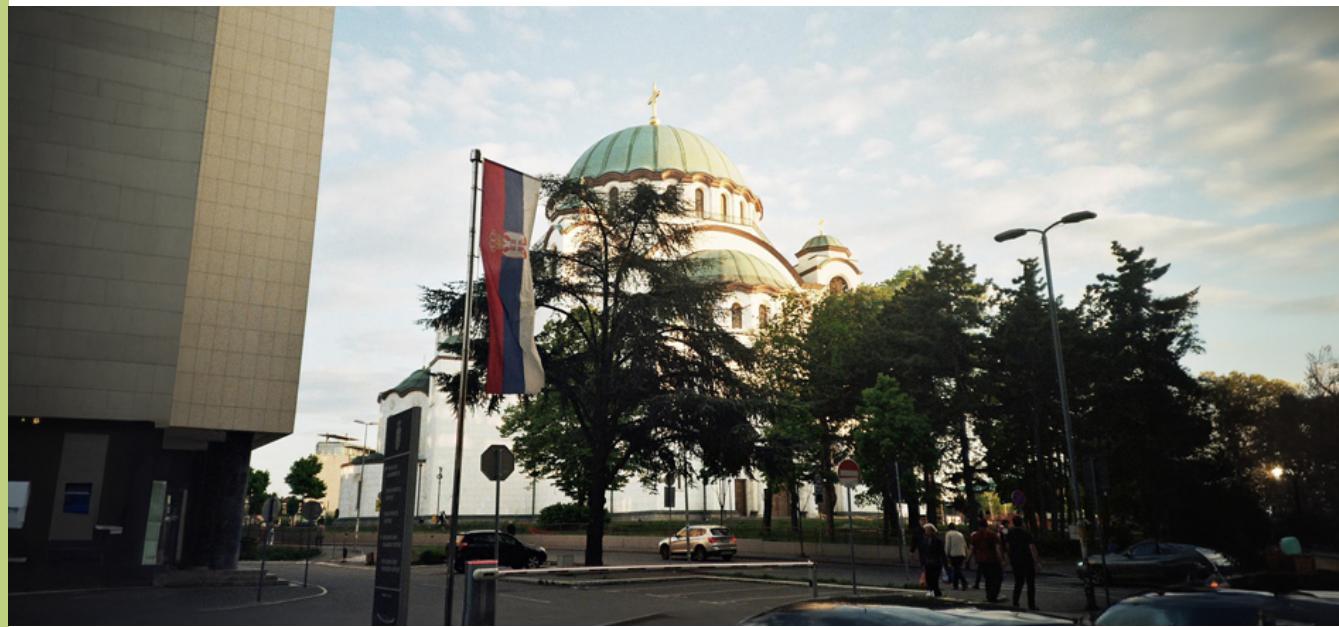
Just a few days after the full-scale invasion, Commission Ursula von der Leyen declared that Ukraine was « European » and that « we [the EU] want them [the people of Ukraine] in ». Meanwhile, the Ukrainian prime minister is talking « two years » and Emmanuel Macron is talking « decades » (he previously vetoed candidacy for Albania and North Macedonia in 2019).

Throughout the EU's history, its relationships with its neighbours have been shaped by political choices, not technocratic processes. Greece, Spain and Portugal entering the European Community was a cornerstone of their democratic transitions. The same is true for the eastern European countries that joined through the 2000s and 2010s. In opening the door to Ukrainian and Moldovan membership, the EU may have made a similarly momentous decision. However, an obvious risk is that membership gets dragged into the weeds of bureaucratic processes with the road ahead becoming less and less clear.

To avoid such an eventuality, the EU should seek to build deep relations with its eastern neighbours around a shared vision of the future. For 21st-century Europe, the fight for gender equality and for the protection of the climate are such challenges, and indeed also necessary pillars of a peaceful future. In the Eastern Partnership, the EU has a framework that identified a fundamental challenge but that lacked a sufficient response. In the coming years, the EU should reinvigorate it in form and substance. A green, feminist Europe will be a safer and more united one too.

Martina Rubino  
MA2 European Studies  
Jamie Kendrick  
Green European Journal

## The Belgrade-Pristina-Dialogue - Will the EU let them join the club?



## them join the club?

The city of Belgrade sits at the meeting point of the Sava and Danube rivers. Above the surrounding landscape of brutalist buildings that evoke memories of the past, the Church of Saint Sava stands tall on the Vraca plateau. Unlike many other buildings in the capital, the church does not appear to be very old with its clean white facade reflecting the sun and remains of the construction work still visible around it. And indeed, while the construction started in 1935, the sanctuary was only inaugurated in 2004. A panel in front of the church gives details on the building and a special thanks to the Russian company Gazprom Neft, which supported the construction through its generous donations.

This is not the only building, or rather symbol, showcasing the strong bond between Serbia and Russia. Another Gazprom billboard sees the Russian and Serbian flags amicably merged into each other, with the inscription « Together! » in Cyrillic writing, looming in the forefront. Chinese

billboards are a less common sight, however Beijing's influence in the region is undisputed, as the newly built Chinese cultural centre in Belgrade showcases.

One common ground that China and Russia share in relation to Serbia is visualised en route from Belgrade's Nikola Tesla Airport to the city centre. Arrivals get greeted by the message « Kosovo is Serbia » sprayed on a steel construction that spans the motorway. On the other side of the construction, when driving back to the airport, the graffiti recalls « Remember, Kosovo is Serbia ».

Undermining Kosovo's state-building efforts and ambitions for greater global recognition is just one of many reasons why China and Russia get to secure the best venues for their billboards in the capital. Yet, while both countries continue to stir the conflict and veto Kosovo independence in the UN Security Council, the EU is mediating talks for a normalisation of the relations between Kosovo and Serbia. ☞



Albin Kurti, fearing a satellite prefix, said that he does not want an entity that would resemble the Republika Srpska in Bosnia and Herzegovina.

Thereafter, the recent local elections held in Kosovo as a response to ethnic Serbs resigning from their mandates in protest over the new licence plate rules were, following calls from Belgrade, boycotted by the local population. This resulted in a historically low voter turnout of merely 3.47%.

The EU, concerned about the rising tensions and the security concerns in northern Kosovo as well as the Russian interference in the matter, attempts to bring about a normalisation of the relations between both countries through a mediator role.

An agreement foreseeing a normalisation of the relations, under the auspices of the European External Action Service (EEAS) and EU Special Representative for the Belgrade-Pristina Dialogue, Miroslav Lajčák, was tentatively agreed upon. Yet Serbia's President Aleksandar Vučić seemed to be retreating when he announced that, until his mandate comes to an end, « Kosovo will remain in Serbia ».

#### **What does the normalisation plan foresee?**

Against the background of the tensions, Russia's ongoing aggression of Ukraine and the threatened security situation in Europe, an 11-point-plan has been drawn up in order to facilitate a normalisation of the relations between Kosovo and Serbia. The plan is based on a Franco-German proposal, backed by the US and now mediated through the EU and the EEAS.

While Kurti and Vučić had tentatively agreed to the plan, it is the more important implementation roadmap annexed to the document which will require more late-night negotiations, patience as well as concessions from both sides. This was part of the agenda of a meeting that took place mid-March in the North Macedonian town of Ohrid, where Vučić and Kurti met together with EU High Representative Josep Borrell and Lajčák. Nevertheless, it was not possible to come up with a satisfactory agreement for both parties to sign, and negotiations at the beginning of May in Brussels also seem to have hit a wall.

#### **What is it all about?**

From the Yugoslav Wars at the end of the 90s until its declaration of independence in 2008, tensions between Pristina and Belgrade did not simply dissolve into thin air. The recent rapprochements between both countries brokered by the EU raised hopes for a normalisation of the relations. Yet, retreats and setbacks hint at a protraction of the disagreements.

In 2021, tensions were flaring up again in northern Kosovo, a region mostly inhabited by ethnic Serbs. Resident Serbs were unwilling to give up the Serbian-issued documents, especially IDs and licence plates. Nevertheless, tensions grew, with roadblocks being set up by ethnic Serbs and Serbia's army deployed to the Kosovo border. The Serbian defence minister, accompanied by the Russian ambassador to Serbia, visited the border to emphasise Serbian presence in the region as well as to demonstrate Russian support. Pressure rose again in 2022 for similar reasons, when Kosovo announced the issuance of fines for residents refusing to give up their Serbian-issued licence plates.

At the same time, the issue of the Serbian Municipalities Association, which Belgrade seeks to establish in northern Kosovo, reemerged. The Association would allow Serbian communities in northern Kosovo a certain degree of self-management and local governance. Agreed upon in 2013 under the Brussels Agreement, their establishment was rejected by Pristina's constitutional court over the extent of power that would have been attributed to them. Kosovo's Prime Minister

Much of the debates which took place beginning of this year centred around the 11-point-plan. It stipulates, besides a de facto recognition between Kosovo and Serbia by exchanging permanent missions, that no country can act on behalf of, nor represent the other in the international sphere. Neither side should block, nor encourage others to block the other party from joining an international organisation (e.g. EU, UN, NATO) and both should not resort to violence in order to resolve disputes.

However, while the agreement features numerous measures to be implemented, and with the annex still needing negotiation, how can the EU reinvigorate the dialogue, despite numerous setbacks hampering the negotiations, in order to bring about compromise and fruitful diplomacy?

#### **We need to get specific about the future**

Within the global melting pot of interests that is the Western Balkan, the EU has an opportunity to facilitate a normalisation between Serbia and Kosovo. In order to do so, it needs to provide a clearer, more tangible picture of what could lie ahead for both countries and subsequently, the rest of the region, after the agreement on normalisation has been implemented. While accession promises have been made as early as 2003 on the Thessaloniki Summit, Brussels' necessary commitment and interest seemed to have faded away following the Eastern enlargement in 2004.

Yet, while the Eastern Enlargement was disputed and subject to controversy, the war in Ukraine underlies how crucial the step was. One can only imagine where the conflict would be raging today if this bold decision would not have been taken. The war in Ukraine demonstrates another aspect; how fast things can go and can be mobilised, if there is a broad political consensus to be found among the Member States. Unfortunately for now, far from all Member States (Spain, Slovakia, Cyprus, Romania, Greece) recognise Kosovo independence.

With all these complexities in mind, the EU could guarantee that Kosovo and Serbia would have a clear road to EU-membership if they adhere to the terms of the normalisation plan. This, together with financial compensation (the EU

is already the largest donor to Serbia) as a way to incentivise compromises and the continuation of reconciliation, could ultimately rekindle the dialogue process and bring about normalisation. Nevertheless the carrot should not come without the stick. A persuasive dialogue (for instance, with appealing billboards in the capital city) with the public and civil society of both countries should be conducted in order to exert pressure. This pressure should accentuate that the future prospects of both countries within the European Union are in the hands of the respective leaders, and only in theirs.

Many organisations that push for a rapprochement between both countries and their paths towards Europe exist already. Examples would be the yearly festival « *Mirëdita, dobar dan* », (A greeting in both Serbian and Albanian) in which cultural exchanges and public debates between the people of Serbia, Kosovo and Albania takes place. The social-democratic SSP opposition party further adopted the « Serbia in the EU until 2030 » declaration in March 2023, and later announced its *Pravda Europa* (Towards Europe) program which roots for EU-accession and aims at bringing Serbia closer to the EU. According to its leader, Dragan Dilas, it is counterproductive to continue to oppose the European project and finally take a stand. Concerning Kosovo, Serbia needs to recognize its independence in order to advance in its negotiations with the EU.

While Member States still need to adopt a unitary stance towards Kosovo, the EU's step to get more tangible about the accession-promises to the former Yugoslav republics is completely under the control of EU policymakers. Certainly, it is not a straightforward path, with EU Member States sceptical over democratic backsliding in Serbia and its close ties to Russia and China. Yet, the EU should not miss the opportunity and let Serbia turn its back to the Union in order to embrace deeper relations with Russia and China, who are more interested in their own role as a global power than in the prosperity and improved quality of life of the peoples of Kosovo and Serbia, and the Western Balkan as a whole.

# 3

# *New security challenges*



# The EU Policy in the Arctic: the Changing Geopolitical



## Situation in the Polar Ranges

The Arctic is a frozen region of the world renowned for its unforgiving climate, its peculiar wildlife, and with the North Pole at its centre. While climate change has for many been the main reason to discuss the polar areas in recent times, renewed tensions and geopolitical games have attracted the eye of the EU's policy makers to this region. Accordingly, the geopolitical environment of the Arctic and the creation of the EU strategy for it will be the core elements of this article.

### **What do we mean by the Arctic Region?**

The Arctic encompasses the expansive area within the polar circle, extending approximately 66 degrees of latitude above the equator, and covers about 17,000,000 s. km (or about 3 % of the Earth surface, oceans included). It is mainly made up of seas partially or totally frozen throughout the year. The US, Canada, Russia, Denmark (through Greenland), Iceland, Norway, Sweden and Finland constitute the eight bordering coun-

tries of the arctic and the member states of the Arctic Council.

### **The geopolitical situation of the Arctic**

With the advent of climate change, there is a growing interest in the emerging sea routes within the Arctic Ocean. According to the Arctic Institute, there are currently three main sea routes called the North-West Passage (NWP), the North Sea Route (NSR) and the Transpolar Sea Route (TSR), each linking the Pacific (through the strait of Bering) to the Atlantic. The NWP route sails through the Northern reaches of Canada to the Labrador Sea while the NSR circumnavigates the Russian coastline reaching the North Atlantic via the Barents Sea. The last lane takes a rather bolder approach cutting almost straight through the Arctic Ocean leading directly from the Bering Strait to the Greenland Sea.

While the environment presents greater chal-

lenges compared to conventional routes (via either the Panama or Suez Canal), these roads are much shorter saving time, money and fuel for the shipping companies. Traffic has therefore been growing apace despite issues such as poor weather, lack of infrastructures, and uncertainty on the length of the ice-free season still plaguing the routes.

Moreover, the region is also abundant in raw resources (both fossil fuels and ores). Exploitation of some of these has already been ongoing for many years. Once again, climate change played a role, opening opportunities for additional prospecting and extraction work. A study by the estimates from the US Geological Survey, indicates that the area would be home to a significant quantity of gas and oil amounting overall to 22% of the estimated undiscovered reserves of the world. Mining activities are also quite important (for instance, uranium, coal, phosphate...) in the area's economy and are bound to expand as well.

### **The Arctic Council**

In 1996, the Arctic Council was officially established with the Ottawa Declaration stipulating as main objectives of the intergovernmental organisation, the promotion of cooperation in the area, sustainable development and dissemination of information regarding the Arctic. A certain emphasis is also laid on allowing NGOs representing the various indigenous people of the area to be part of the Council as permanent participants and bring in their knowledge and views to the table.

The Council allows for other countries and international organisations to acquire observer status which 13 countries have. A large intake took place in 2013 when 6 countries were admitted, most of them located in Asia. This was the result of an intense lobbying campaign by some of the countries, especially China, to be admitted in the Council as part of the countries newly found interest for the Arctic region.

In recent times, the turmoil created by the Russian invasion of Ukraine has stopped progress on policies in the Council as Russia suspended its involvement in key projects. This has also negatively impacted the attractiveness of the NSR for inter-

national commerce as Western companies try to avoid passing near to Russia.

### **The European Strategy**

The formulation of an EU strategy for the Arctic was slow in its conception. In their article, Rasputnik, A. & Stepień, A. (2020) highlight how its first building blocks were put together in the very early 2010s in the wake of the Union's renewed interest in the area in 2007/2008.

The arrival of China in the Council, which coincided with other geopolitical moves such as the setting-up of a meteorological and research station in Iceland, shook EU capitals. The mass entrance of countries outside the permanent members in what was believed to be a closed club of countries urged the EU to redefine itself on the Arctic diplomatic stage.

In October 2021, the High Representative of the European Union for Foreign Affairs, jointly with the European Commission, released a statement defining the EU policy for the Arctic. Presented ahead of the COP26, its main focus was indeed the preservation of biodiversity in the polar region. However, the joint communication also highlighted the importance of keeping the region as a place of peaceful cooperation (page 2-7 of the joint communication) which, in diplomatic terms, translates the EU's concern and willingness to redeploy its efforts in this area.

### **The Path Forward**

With its rapidly evolving commercial place in the world, the Arctic has attracted the attention of the major powers of the international stage. Spurred by the geopolitical outlook, the EU slowly and gradually reviewed its existing policies for the Arctic and brought them up to speed. This redefining of the EU strategy for the Arctic, while reactive in nature instead of proactive, still brings the Union back in the « polar game » and can be interpreted as a stepping stone for future growth. The new impulse sets the course for the coming years, time will tell if the EU will pursue this strategic course.

**Flavio Petitjean**  
Specialised Master in EU Studies

# Cybersecurity and European politics

Cybersecurity has now become one of the major challenges in Europe. In this article, I will first explain why cybersecurity is so important in geopolitics. Afterwards, I will present the position and actions taken by the European Union in this area. Finally, we will look at what direction it could hang in the future in this matter.

## **How is cybersecurity a key element in geopolitics?**

The applications of cybersecurity in terms of geostrategy have multiplied. Indeed, wars no longer take place only on a battlefield, but also in cyberspace. Nowadays, with a computer one can carry out actions ranging from espionage to the paralysis of state institutions and strategic targets.

Here are some application examples: First of all the distributed denial of service (DDoS) attack, which involves overwhelming a computer network with large volumes of data traffic. Another type of attack is the phishing attack, which is designed to paralyse a web network. These attacks can be directed at institutions and companies, but also electrical networks and communication services, generally driven by espionage purposes. Additionally, there are ransomware attacks that, once triggered, block the target's internet network and demand payment in exchange for restoring access. Another application, in terms of espionage, is the use of phishing campaigns, which also aims to paralyse an Internet network in order to be able to collect a large amount of data. In this case, this method is specifically aimed at individuals. Finally, there is the so-called wiper attack, which erases a computer's hard drive and deletes data. The information collected during computer attacks can range from indications on the military capabilities of a country as well as justifications for intervention for



other countries. This was particularly the case at the onset of the war between Russia and Ukraine.

Indeed, Shane Huntley, Director of Google's Threat Analysis Group, told Euronews that « When we did our analysis, we saw evidence that Russia had access to Ukrainian government sites] for some time. number of months before the invasion. (...) Russia massed troops on the border many months before the invasion. Knowing this, one would expect a state intelligence agency to take the time to gain initial access so they can execute an attack later ». Accordingly, this pushes countries to invest massively in the field of cybersecurity and to create real cyber-armies. However, the public sector is not the only one to invest in the field, with several private companies also partaking in the matter, such as Cisco – with its Talos branch – being one of the most important Western companies fighting against cyberattacks.

## **Sanctions, Market Growth, and Funding**

In May 2019, the EU introduced a sanctions regime specifically designed to address cyberattacks. This legal framework allows the EU to impose sanctions on persons or entities who have carried out cyberattacks or attempts, who provide financial, material or technical support for cyberattacks. These sanctions include travel bans to the EU against the persons and entities concerned and the freezing of their assets. To accompany these various political measures, the EU has also created its own cybersecurity market. Indeed, members of the European Union occupy 18 of the top 20 places in the index of the most developed countries in terms of cybersecurity in the

world. The European cybersecurity market has a value of 130 billion euros and is growing by 17% per year. This market is composed of more than 60,000 companies and more than 660 centres of expertise.

To help develop this market, the European Union funds various research projects such as Horizon Europe, including a budget of 49 million euros to promote innovation in the field of privacy protection systems and cybersecurity. In addition, under the Digital Europe project, a substantial investment of 1.6 billion euros has been earmarked for the period of 2021-2027. This funding is dedicated to enhancing the EU's response capabilities and facilitating the widespread implementation of infrastructure and cybersecurity measures in the face of eventual cyberattacks.

## **Legislation, Strategies, and Cooperation**

As demonstrated, cybersecurity has become an important factor in geopolitics. Yet, what is the European Union's position on this issue? First of all, it should be noted that since 2020, the members of the European Union have been called upon to strengthen protection against computer threats and cyber security defences. To do this, the European Commission is therefore seeking to strengthen its legislative arsenal.

The Directive on the Security of Networks and Information Systems, (NIS Directive, 2016), was the first piece of legislation adopted by the EU to improve cooperation between Member States. It has put in place security obligations for operators providing services in the energy, trans-

port, health and finance sectors, and for digital service providers. In December 2020, the European Commission proposed a revised NIS Directive. The new proposal is an updated version of the first one. This new version, accompanied by new legislation, was adopted in May 2022 which strengthened the risk and incident management as well as cooperation among the Member States.

To accompany these legislative texts, a European cyber defence strategy has been implemented in parallel by the European Commission and the European External Action Service (EEAS), in December 2020, with the objective to strengthen Europe's resilience to cyber threats and ensure safe internet access for all European users.

Furthermore, on 22 March 2021, the Council of the EU adopted conclusions on the cybersecurity strategy. The objective here is to acquire strategic autonomy, taking different measures in the sector. These measures include the creation of a network of security operations centres across the EU to anticipate and monitor possible cyber attacks; the creation of a joint cybersecurity unit, which would make it possible to give precise orientations concerning the European framework for the management of cybersecurity crises; the application of an EU 5G toolkit, aimed at rapidly completing the implementation and ensuring the security of these networks; support for the development of strong encryption, which better protects user data; strengthening the diplomatic cyber toolbox, aimed at preventing



#### **Navigating the new landscape of Cybersecurity in Europe?**

For Europe, cybersecurity is both a major issue in its foreign policy, but also a potential economic opportunity linked to the opening of a whole new market. For the moment, the EU seems to balance its actions between a political pole and an economic pole. However, technologies, especially in terms of cybersecurity, are constantly evolving. It is therefore necessary to constantly renew the legislative tools, economic policy and material in order to remain up to date. Therefore this article will end with a broader question: Should the EU approach the new challenges of cybersecurity, considering the interplay between political objectives and economic opportunities in Europe's evolving landscape?

**Florence Herman**  
MA2 International Relations

countering cyberattacks; the establishment of a working group on cyber intelligence, which will strengthen the specific capacity of the European Union Situation and Intelligence Centre, until now was the only body responsible for solving problems in this area. Strengthening cooperation with international organisations and partner countries in the fight against cyber threats; and finally, the creation of an external cyber capacity building program for the EU.

Another important text, under the framework of cybersecurity in Europe, is the cybersecurity regulation of June 2019. This document set up a certification scheme for computer defence software, at the level of the European Union and the creation of a new mandate aimed at broadening the competences of the European Union Cybersecurity Agency. The EU Agency for cybersecurity will setup and maintain the certification framework by preparing the technical ground and it will be in charge of informing the public on the certification schemes and the issued certificates. Its goals are to increase cooperation between members, helping EU Member States to handle their cybersecurity incidents, and creating coordination of the EU in case of large-scale cross-border cyberattacks and crises.

# **Renforcer la coopération en matière de renseignement**



## **dans l'UE : Progrès et défis**

Ces dernières années, le renseignement a gagné en importance dans les affaires de l'Union Européenne, notamment en raison du nombre croissant de problèmes de sécurité. La collecte et l'analyse de renseignements sont au cœur des questions de sécurité complexes, et l'UE a reconnu leur rôle vital dans la protection de ses États membres. Bien qu'il soit souvent méconnu du public, le renseignement est un outil essentiel qui permet à l'UE de s'affirmer en tant que leader mondial dans le domaine de la sécurité.

La présence de plusieurs agences de renseignement réparties sur l'ensemble du continent européen confère à l'UE un avantage unique pour détecter et anticiper les menaces telles que le terrorisme, les tensions géopolitiques et la cybercriminalité avant qu'elles ne dégénèrent. L'UE prend

donc des mesures pour renforcer ses capacités de renseignement afin de faire face aux nouvelles menaces auxquelles elle est confrontée. Comment l'UE a investi dans le renseignement, et comment en a-t-elle tiré parti pour s'affirmer en tant que leader mondial dans le domaine de la sécurité ?

#### **L'affichage actuel du renseignement : Trop de fragmentation ?**

Dans le paysage géopolitique actuel, le renseignement est devenu indispensable pour préserver les intérêts d'une nation en matière de sécurité. En Europe, le stade actuel du renseignement est un système fragmenté où les agences de renseignement nationales ont la priorité : le renseignement de l'Union Européenne n'entre en jeu que dans son ensemble. Ces agences nationales sont reliées à l'UE par l'intermédiaire du Centre

de situation et de renseignement de l'Union Européenne (INCTEN), créé en 2012 pour analyser un large éventail de sources susceptibles d'aider les États membres, les délégations de l'UE et les partenaires extérieurs.

Il est important de noter que l'INCTEN est une sous-catégorie du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), qui a été créé en 2011 à la suite du traité de Lisbonne. Cette institution est de nature civile et non militaire. Elle connecte les institutions de l'UE aux agences nationales de renseignement, couvrant uniquement le renseignement civil. Toutefois, pour faire le lien avec la division militaire, l'INCTEN travaille en étroite collaboration avec la division État-major européen, connue sous le nom d'EMUE-INT. Cette collaboration a permis à l'UE de franchir une étape importante vers une plus grande intégration des efforts de renseignement et des efforts militaires dans sa stratégie de sécurité. En travaillant en étroite collaboration, l'INCTEN et l'EMUE-INT peuvent s'assurer que les renseignements recueillis sont utilisés efficacement pour informer et soutenir les opérations militaires de l'UE. Dans un monde où les menaces peuvent provenir de nombreuses directions, il est essentiel que les capacités de renseignement de l'UE soient à la fois robustes et intégrées. L'UE a réalisé d'importants investissements dans les technologies de pointe et s'efforce de renforcer sa collaboration avec les agences nationales de renseignement de ses États membres. Cette approche proactive a fait de l'UE un acteur de premier plan dans les affaires de sécurité mondiale, renforçant ainsi son leadership dans ce domaine crucial.

Outre l'INTCEN, l'UE a également créé d'autres agences de renseignement afin de renforcer la coopération et la coordination entre les États membres. Par exemple, l'Office européen de police (Europol) et le Centre européen de lutte contre le terrorisme (ECTC) se concentrent respectivement sur la lutte contre la criminalité transnationale et le terrorisme. Europol recueille et analyse les renseignements relatifs à la criminalité transnationale, tandis que le CECT se concentre sur l'analyse et le partage des renseignements relatifs aux menaces terroristes et sur l'identification des individus et des groupes impliqués dans des activités terroristes. L'UE a également lancé plu-

sieurs initiatives visant à promouvoir la recherche et le développement de technologies de collecte de renseignements. Par exemple, le Fonds européen de défense et le Programme européen de développement industriel de la défense visent à promouvoir le développement des capacités de défense, y compris les technologies de collecte de renseignements.

### **Principal défi de la coopération : La confiance entre les États membres**

Quelles sont les réponses actuelles aux nouveaux défis ? Malgré la grande diversité des divisions du renseignement et les progrès réalisés, il reste des défis à relever pour renforcer la coopération en matière de renseignement entre les États membres. Les intérêts nationaux et les préoccupations liées au partage d'informations sensibles peuvent entraver la coopération, et les différences de cultures et de pratiques en matière de renseignement peuvent également poser des problèmes. Toutefois, la volonté de l'UE de renforcer la coopération et la coordination en matière de renseignement entre les États membres reste forte, comme en témoigne la mise en place de la cellule de fusion hybride pour relever les nouveaux défis en matière de sécurité, tels que les menaces hybrides.

La création de l'INCTEN et l'étroite collaboration entre l'INCTEN et l'EMUE-INT sont des étapes importantes vers une plus grande intégration entre les aspects civils et militaires des efforts de sécurité de l'UE. Pourtant, certains experts affirment que la fragmentation actuelle du renseignement dans l'UE reste un défi. Selon eux, l'absence d'une agence de renseignement centralisée rend la coordination et le partage d'informations difficile entre les États membres, ce qui risque d'entraver la capacité de l'UE à répondre efficacement aux menaces qui pèsent sur sa sécurité. En réponse à ces défis, l'UE a pris des mesures pour renforcer ses capacités de renseignement.

En 2016, la Commission européenne a proposé la création d'une unité européenne de renseignement (EU) pour renforcer la capacité de l'UE à recueillir et à analyser des renseignements, ainsi que pour améliorer le partage d'informations entre les États membres. Cette proposition a suscité des réactions mitigées, certains estimant

qu'elle porterait atteinte à la souveraineté nationale et ferait double emploi avec les agences de renseignement nationales existantes. En 2020, la Commission européenne a présenté une nouvelle stratégie en matière de sécurité, qui prévoit la création d'une nouvelle unité cybérnétique conjointe pour lutter contre les cybermenaces et renforcer la capacité de l'UE à répondre aux menaces hybrides, telles que les campagnes de désinformation et l'ingérence étrangère. Ces menaces sont de plus en plus courantes à l'ère numérique, car des acteurs étatiques et non étatiques cherchent à exploiter les faiblesses des processus et des institutions démocratiques de l'UE. Pour contrer ces menaces, la stratégie de l'Union Européenne comprend des mesures telles que le renforcement des capacités de communication stratégique de l'UE, l'amélioration de la coordination entre les États membres et les agences concernées, et l'augmentation de la résilience des infrastructures critiques. Un autre développement important dans le paysage du renseignement de l'UE est la création du Parquet européen (EPPO) en 2017. L'OEPP est chargé d'enquêter et de poursuivre les crimes qui affectent les intérêts financiers de l'UE, tels que la fraude, la corruption et le blanchiment d'argent. Il a le pouvoir de mener ses propres enquêtes et de saisir la justice dans n'importe quel État membre de l'UE.

L'UE s'est efforcée de renforcer ses capacités de renseignement, mais cette entreprise n'est pas exempte d'obstacles. L'un des principaux défis consiste à trouver un équilibre entre la souveraineté nationale et l'impératif d'une coopération et d'un échange d'informations acérus. Pour ce faire, il convient d'examiner attentivement le degré d'autorité et de contrôle auquel chaque État membre est prêt à renoncer afin de renforcer la collaboration en matière de renseignement. En outre, la protection de la confidentialité des données et des libertés civiles suscite des inquiétudes, en particulier si l'on considère les niveaux acérus de contrôle et de surveillance qui peuvent être nécessaires pour des opérations de renseignement efficaces. Ces défis exigent des solutions réfléchies et des approches innovantes pour garantir que la coopération en matière de renseignement dans l'UE soit efficace, efficiente et responsable.

### **Dernières considérations**

Il est essentiel de reconnaître que la sécurité ne se limite pas au renseignement. Bien qu'il joue un rôle essentiel dans l'identification et l'atténuation des risques, il ne peut pas relever tous les défis qui nous attendent. Il est donc essentiel que les acteurs européens travaillent en interne pour faire face aux menaces extérieures. L'UE prend des mesures pour établir des partenariats avec les États membres, notamment dans les domaines de la défense, de la cybersécurité, de la protection des informations classifiées et de la gestion des crises. Une UE plus forte dans ces domaines peut tirer profit de partenariats solides, notamment avec les États-Unis, le Royaume-Uni et l'OTAN, et y contribuer. Ces partenariats sont principalement axés sur la lutte contre le terrorisme et contre d'autres menaces transnationales, telles que la criminalité organisée, la cybercriminalité et la traite des êtres humains. L'UE a conclu des accords de partage de renseignements avec d'autres pays, dont les États-Unis et le Canada.

L'avenir du renseignement en Europe sera probablement façonné par une série de facteurs, notamment l'évolution des menaces sécuritaires, les progrès technologiques et les changements de la dynamique géopolitique. L'UE a amélioré ses investissements dans les capacités de renseignement afin de pouvoir détecter, prévenir et répondre efficacement à un large éventail de risques. Dans le même temps, il est de plus en plus admis que le renseignement ne suffit pas à lui seul à relever tous les défis à venir et qu'une approche plus globale est nécessaire, y compris une coopération avec des partenaires extérieurs. En fin de compte, le succès du renseignement en Europe dépendra de la capacité des acteurs européens à collaborer efficacement, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de leurs frontières, et à s'adapter rapidement à l'évolution de la situation. En donnant la priorité à la coopération, en investissant dans les capacités et en adoptant une approche proactive, l'Europe peut se positionner pour affronter l'avenir avec confiance et résilience.

**Lucas Soares**  
MA2 Relations Internationales

# One of the few EU success story in defence: the EU's long-fought battle against misinformation

The European Union is going through a watershed moment since the Russian invasion of Ukraine. The « geopolitical Commission » seems more committed than ever to beef up its defence capabilities, despite being hindered by difficult internal oppositions.

Yet, the EU is successful in another area of the defence: it is leading the complex fight against hybrid threats, which are « *attacks meant to hamper the decision-making of a target at the local, state or institutional level* », as defined by the European Centre of Excellence for Countering Hybrid Threats, which also informs NATO and the EU.

Cooperation between member states prevails in these non-military domains of defence thereby allowing the EU to have a strong impact on the global stage. Is this because the nature of the actorness of the EU has historically been civilian, and it's hard to stray away from this past? Notwithstanding the reasons, the way the EU is countering misinformation makes an interesting case study for what the future of European defensive action might look like. As a way forward, the EU should consider mastering this hybrid area of defence while supporting member states in bolstering up their military capabilities, by facilitating procurement for instance, to prevent the current inertia.

Indeed, some Member States like France are more willing than others - the Netherlands are worth mentioning here - to make the Europe of defence, including the military, a reality in the near future. While the more reluctant countries have several reasons to shy away – ranging from industrial arguments to national sovereignty – the Defence Union seems to not walk the talk.

The 2022 report of the Coordinated Annual Review on Defence, an EU-wide process meant



to analyse the EU defence landscape, warns that « *defence planning continues to be done mostly in isolation and member states remain unconvinced by European cooperation projects* ». However, this not-so-peculiar lack of will in European cooperation when it comes to hard defence is true for the military mostly. But less true for civilian areas of external relations, such as development or humanitarian aid where the EU provides over 50 billion per year according to the EU aid explorer. The EU is stronger in non-military aspects and this seems favourable in the current state of play. In fact, defence is evolving and consists of threats that are both military and technological.

## **The evolution of defence**

In the 2022 Strategic Compass, a text adopted at the Versailles conference in March 2022, European heads of state agreed to follow an action plan to respond to geopolitical threats in a stronger way by 2030. One of the chapters of this comprehensive text is focused on cybersecurity and specifically sets out the development of the Foreign Information and Manipulation and

Interference Toolbox. This follows an increasing interest in evolving threats made possible with modern technological infrastructure. Indeed, if foreign manipulation was done by shadow communication between powerful actors or spies before, it is now fully technological and more difficult to spot.

So, the defence landscape is evolving to counter newly emerging threats. What is the EU concretely doing? Since 2005, the European Union Agency for Cybersecurity has contributed to making the EU safer by developing modern tools to counter cyberattacks. Since then, the importance of cybersecurity to counter hybrid threats from hostile actors slowly grew to a comprehensive system. This is notably reflected in the European defence partnerships which are the strategic plans with EU's closest allies, with the most important being NATO, the US and Norway. These bilateral partnerships, based on cooperation, are the pillars of European defence in that they forge coherent, consistent and comprehensive action among partners.

In 2021, NATO and the EU identified the following threats to be the most pressing, namely hybrid, cyber or climate change-related threats, outer space, military mobility, and emerging disruptive technologies (e.g. ChatGPT). In 2022, the European Defence Agency created a Hub for EU Defence Innovation which aims at being « *being better prepared for the future battlefield and the next generation technologies* », in the words of EU's chief diplomat Josep Borrell.

## **Disinformation and fact-checking**

When we zoom in on the 'misinformation fight' at EU level, we realise the significance of the threat, which triggered a strong response by the EU, but that didn't make a lot of noise. Already in 2018, the Commission published an action plan against disinformation which has four main axes: improving detection of misinformation, coordinating the responses at EU level, working with online platforms and industry, and finally raising awareness among citizens and empowering them to spot fake news.

This has encouraged many national media to develop fact-checkers centres: in France, the AFP has 130 independent investigative journalists working full time to detect and prevent harmful misinformation content online. In Italy, Pagella Politica is also committed to debunk the misleading information circulating on the digital realm as its slogan echoes « *choose whom to not trust* ».

All of these media collaborate together under the EU-led European Digital Media Observatory, created following the Commission's action plan. It describes itself as « *a hub for fact-checkers and academics* » and has recently extended its hub in every EU country to tackle more effectively disinformation campaigns at all levels while analysing their impact on society and democracy. Thierry Breton expressed in January that these hubs « *will pour our fight against disinformation on a new level* ». 

☞ This fast-moving action is backed by large funding. In this matter, the EU fund Horizon 2020 has granted 778 million euros to the project Vera.ai which fights online disinformation with artificial intelligence tools. The emphasis is on digital security as their website warns that « *online media is a minefield of disinformation and misleading or manipulated news* ».

#### **Beyond disinformation: FIMI threats**

Misinformation is serious, but how does it relate to foreign policy? While misinformation is about content's truthfulness, foreign information manipulation and interference (FIMI) emphasises more on manipulative behaviour from a hostile actor. Or a coalition of hostile actors.

Indeed, the war in Ukraine established a rather clear-cut division between the Occident and other states who forge alliances based on countering Western power. But stepping back from a dangerous dualistic narrative that would simplify the threat, FIMI actions are still prominently done by Russia. A popular example of a Russian FIMI case is the denial of the Bucha massacre, portrayed as an orchestration from Kyiv to discredit the Russian army and provide Western media with an opportunity of criticising Russia.

Following Russia, the second country where most FIMI cases come from is China. During the Covid-19 pandemic, there is evidence that Chinese state's representatives paid influencers to relay false information, for instance. Then, there are some French-speaking countries in Africa such as Mali or Burkina Faso who specifically propagate an anti-French narrative.

Once again, the EU retaliated promptly by creating the EU vs Disinfo, affiliated with the European External Action Service (EEAS). It consists of a communication team whose daily task is to challenge these ongoing and massive disinformation campaigns. Assuming that foreign disinformation, information manipulation pose a physical threat to the EU's Common Security and Defence Policy (CSDP) infrastructures, and undermine the EU's integrity and retaliation, the EU vs Disinfo has published a comprehensive report on FIMI and how to best tackle it.

The report illustrates that the direct target is mainly Ukraine and Russian diplomatic channels amplify the disinformation narratives. For the large part, the 6500+ cases raised since the war in Ukraine use impersonation techniques. This means that mainstream print and TV media are copying the magazine's style and propagate false information. The main objectives are to distract the public sphere by shifting the blame and distorting by attempting to change the framing of the issue.

The immediate tool that the EEAS has at hand is to carry out in-depth analysis of cases, actors, strategies, objectives and create a database. For this, there are two task forces, one being for the Southern EU neighbourhood, and the other for the Eastern one.

Then, the second tool at hand is to deter the threat. The EU is currently developing international standards for a definition of FIMI threats, which will allow sanctions, among others. Finally, the EU, with the support of Member states and EU delegations, is engaged in public diplomacy. To put it simply, it means creating counter-narratives powerful enough to weaken the ones produced by hostile actors. It also includes raising awareness and educating the citizens to check the information provided on social media: who is the source? When typed on the internet, is there an echo? When going to the profile of the source, does it seem legitimate? These are pressing questions that we should all think of automatically. Indeed, as we now increasingly seek information on social media, it is a fertile ground to spread fake news meant to manipulate and weaken the foundations of democracy.

In sum, if the EU is slow in negotiating a military defence union since the Russian invasion of Ukraine, this hasn't hindered other approaches to defence being quickly developed and backed by large funding. Is this soft-tech approach to defence the most favourable path for the EU? Are cyber and hybrid attacks the minefields of the future and the EU is preparing its weapons?

**Camilla Collet**  
MA2 European Studies

# European diplomats in the Land of the Rising Sun



#### **Interview with Klemen Polak**

*The European Union and Japan share a close cooperative relationship, especially since the entry into force in 2019 of both the bilateral Strategic Partnership Agreement and Economic Partnership Agreement. In a global context of rearmament, Japan has redefined its defence strategy and strengthened its ties with the EU. What is the concrete mission of EU diplomats in Tokyo?*

Have you ever wondered what it is like to be an EU diplomat? Well, M. Klemen Polak is the First Counsellor of the Political, Press and Information Section at the EU Delegation to Japan. He explains his daily life at the Delegation and the Delegation's mission.

« *Japan is the partner in the region with whom we are working extremely close* »

**Eyes on Europe (EoE): For the EU-Japan Summit in May 2022, European Council President Charles Michel stated that Japan is the EU's closest « strategic partner in the Indo-Pacific region »; why so?**

**M. Klemen Polak (KP):** The EU-Japan Summit took place only two months after the Russian aggression against Ukraine. Europe and Japan were in shock about what happened and realised how fragile our international system suddenly became. The EU's immediate and united response to the Russian aggression was well-perceived on the Japanese side and increased our standing in the region. We were always seen more as a trading partner, but suddenly we became a security actor, and it was also well received by the Japanese leaders.

Hence, Japan is our strategic partner, this has been framed in several important documents, including the Strategic Partnership document and the Economic Partnership Agreement ☀

from 2019. You can see how this partnership works well in the context of the war in Ukraine.

Japan, from the very beginning, actively engaged in addressing the challenges by adopting the same packages of sanctions, sending very strong messages politically, and engaging in the multilateral forums to gain support for certain policies.

*« In the context of overall security concerns, Japan set a very ambitious goal »*

**EoE: Japanese Prime Minister Fumio Kishida will allocate 60 billion euros a year to Japan's defence budget from 2022 to 2027, more than the military expenditures of France and the UK. This situation has not happened since the Second World War; why now?**

KP: Like every country, Japan's security strategy has also been importantly shaped by its location and the geopolitical circumstances. Very similarly in Europe, we see that our defence budgets are being increased. Japan also took a decision to increase its defence budget and bring it to the level of the NATO standard of 2% of GDP in the coming years. This is a significant step, and now it needs to be seen in the coming months how this budget will be secured and how it will be spent on all the various important activities. It is not only on the defence equipment. It's also in terms of new technologies, research development, building capacities, and refurbishing outdated infrastructure.

**EoE: Does the Japanese population mainly support this change of policy?**

KP: From what I see, the support is there, and nobody contested the increased defence budget spending. Nobody, for the time being, challenged this decision, and it is to be seen in the coming weeks how to secure the budget.

**EoE: Former Japanese Prime Minister Shinzo Abe initiated an « active pacifism » policy towards China; what does it imply?**

KP: One of the policies of former Prime Minister Abe linked to this active pacifism was to establish the National Security Council. He defined the first national security strategy with the awareness that Japan could not just continue its post-World War II defence-oriented standing but become more active in the face of the new situations in the

region and globally. Everyone has to see how to position themselves in this new global structure. At the end of last year, Japan revised its National Security Strategy. I think it went even further than active pacifism, with more defined objectives to be reached to strengthen it. It's not only national defence standing but also how it will be reacting in certain crises.

*« We have common objectives to ensure the safety and security of cyberspace »*

**EoE: Japan is also concerned about cyberattacks coming from China; how can Japan protect itself in this field? Furthermore, how can the EU assist?**

KP: Cyber issues are new challenges in the area of security, also for diplomats. When I started my diplomatic work years ago, we were addressing completely different challenges: disarmament and crisis management ... Cybercrimes have no physical borders, so in this field, we are neighbouring countries, and I see a lot of potential for our cooperation with Japan.

Looking from what Japan highlighted in its latest National Security Strategy, cybersecurity is definitely one of the most important areas where Japan will be investing in setting up appropriate structures and a legal framework and raising awareness.

I think that maybe the EU is slightly more advanced because it has been in the forefront of strengthening cybersecurity, by establishing a solid political and legal framework. This is something we have already learnt in Europe and can definitely share with Japan. One area where we had good exchanges is what we call FIMI, Foreign Information Manipulation and Interference. FIMI is a very important policy for the EU, which, from my personal experience and exchanges with Japanese colleagues here, is a very important area where Japan is also trying to see how to respond.

*« We need to keep engaging with China despite challenging situations »*

**EoE: Despite regional tensions and cybersecurity issues, Japan and China share important trading relations. In 2020, China exported 111**

**billion dollars to Japan (129 billion euros). Hence, how can Japan emancipate itself from its commercial dependence on China?**

KP: Of course, the EU Member States, as well as Japan, are looking more at this independence: how to deal with the procurement of certain goods and materials? How to be more resilient? If you look at the European strategy on China from 2019, it clearly sets this multi-faceted approach: we are economic partners and strategic competitors, but we are also systemic rivals. Also, for Japan, China is the most important economic partner in trade. At the same time, Japan also has certain challenges with China. How to decouple? It's the most challenging question.

We have to address many common global issues which affect everybody, such as climate change. So we have a lot of commonalities, and we need to engage with China in all areas. I think that's the approach which should be stressed by every diplomat. You can also look at it from the local perspective once you are living in this part of the world; if you just look at the sea and see how many ships are transporting products and items, you realise how important it is to maintain the stability and the safe passage of ships. Otherwise, our economies and our societies will not be able to survive.

**EoE: China released some very aggressive statements towards EU values and standards for democracy. However, despite such tensions, it's still important to safeguard trade relations...**

KP: It's not for me to comment on how to balance the different cooperation areas, but I think that the latest visit of President Michel to China was an important event that signalled the importance of maintaining dialogue and exchanges. It also allowed the EU to stress the issues where we disagree or the challenges regarding China's global role, especially in the Russian war in Ukraine. Nevertheless, China is a member of the UN Security Council and an important player in the international community. So it's important to maintain this exchange.

*« Our work is to see how the situation is on the ground, not to intervene »*

**EoE: How does the EU Delegation usually deal with these regional tensions? How can it moderate this situation and simultaneously represent the interests of the EU?**

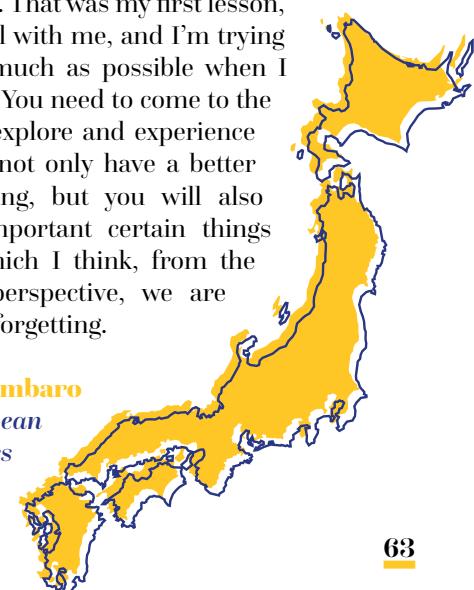
KP: Every diplomatic representation always aims at maintaining international law and the principles of the United Nations. Now, our main task is to analyse the situation, and its developments, to understand the reasons for certain activities, and to report these activities to our Headquarters. In the EU Delegation, colleagues are teaching you always to be very thoughtful of how your actions will be perceived by the other side. This was also seen during the Covid pandemic; we Europeans still resist wearing masks, but I think most of us learned that, of course, it's not about protecting ourselves but protecting others.

*« Coming to Japan, you become more aware of this sense of responsibility for the other »*

**EoE: What is your unforgettable memory from working at the EU Delegation to Japan?**

KP: The first very impressive thing for me was to get a different perspective of the world. Coming from Europe, you realise that though we have so many things in common, we still lack a lot of knowledge and understanding. My childhood was so much indirectly impacted by Japan: every gadget, be it a camera, a TV, my Walkman, or the PlayStation, was produced in Japan. When you come to this country, you have a better understanding of why this country was so good in developing all these technologies and how it's possible that you have the cleanest subway stations in the world. That was my first lesson, which is still with me, and I'm trying to take as much as possible when I leave Japan. You need to come to the country to explore and experience it. You will not only have a better understanding, but you will also see how important certain things still are, which I think, from the European perspective, we are sometimes forgetting.

**Luisa Gambaro**  
MA2 European Studies



# Un président, la jeunesse et l'Europe : regard sur le présent et l'avenir. L'Union Européenne selon François Hollande

Il est onze heures du matin, à Paris. Il fait frais. Le soleil hivernal illumine la capitale française. Le qualificatif de « ville lumière » prend tout son sens. Je suis rue de Rivoli et je m'apprête à rencontrer celui qui fut, de 2012 à 2017, le Président de la République française.

C'est Philae, son labrador, qui m'accueillera la première. Dans le petit salon d'attente, je suis entouré d'affiches. Il y apparaît alors comme le candidat du changement de la campagne de 2012. Je l'entends raccrocher le téléphone. Il n'a rien perdu de son énergie. Immédiatement, l'ambiance est chaleureuse. L'homme aussi. La poignée de main est franche, la démarche rapide, le ton simple, amical. Il donnerait presque le sentiment que l'on se connaît depuis longtemps.

J'entre dans le bureau de l'ancien Président. Derrière lui, un drapeau français. Juste à côté, le drapeau européen. Nous pourrions croire qu'ils ne font qu'un, qu'ils se confondent. Cela donne le ton. L'on s'assied. François Hollande ferme son veston, croise les mains.

Sans un mot, je le ressens : il est temps de parler d'Europe.

**Eyes on Europe (EoE) : Monsieur le Président, revenons un peu sur le passé. Votre relation avec l'Union. Vous avez fait preuve, de 2012 à 2017, d'une forte capacité de proposition, notamment en matière d'énergie et de réforme des institutions. Vous vouliez améliorer la gouvernance européenne. Vous vouliez une Europe plus sociale. Nombre de ces propositions ne verront pas le jour. L'Europe, est-ce un casse-tête insoluble lorsque l'on souhaite la réformer ?**

François Hollande (FH) : Je pense qu'il y a des pistes qu'il ne faut plus emprunter. La première, c'est celle de la réforme des institutions européennes. Pourquoi ? Parce que c'est un exercice



extrêmement lourd, forcément long, qui requiert l'unanimité des pays membres. D'expérience, mieux vaut se diriger vers l'essentiel.

L'essentiel, aujourd'hui, c'est de constituer une Europe de la défense, compte tenu de la menace qui pèse à l'extérieur, et notamment des ambitions de la Russie. Pour y parvenir, il n'est pas nécessaire d'être à 27. La coopération renforcée peut y contribuer.

L'essentiel, c'est aussi de se concentrer sur l'énergie, qui n'est normalement pas de la compétence, en tout cas unique, de l'Union Européenne. Il faut renforcer ce lien de solidarité.

**de types divers sur le territoire européen que l'on exploite peu, voire pas du tout. Est-ce que le fait de de s'abstenir de puiser ce type d'énergie ne nous déforce pas, vis-à-vis d'autres puissances qui, elles, nous les revendent au prix fort ?**

FH : Sans doute ! Mais c'est là que le rôle de l'Europe sur le plan international doit être pleinement assumé. Nous devons négocier, avec les Etats-Unis notamment, mais aussi la Chine, en ayant la volonté ferme de réduire cette utilisation des énergies fossiles. Je rappelle que les Américains sont les premiers producteurs de pétrole dans le monde.

**EoE : Lors de notre première rencontre à la villa Empain de Bruxelles, je vous demandais ce que vous pensiez de l'élargissement de l'union à d'autres états. Nous savons qu'à l'origine, les institutions n'ont pas été créées pour un nombre si important de pays membres. Pensez-vous que cela puisse mener ou mène déjà à une inefficacité décisionnelle alors que, paradoxalement, les décisions ont intérêt à être prises de plus en plus rapidement ?**

FH : D'abord, il y a des pays qui sont d'ores et déjà candidats à entrer dans l'Union. L'Ukraine, notamment, mais même bien avant celle-ci. Il y a les Etats des Balkans qui ont déposé depuis longtemps des demandes d'adhésion. Toutes ces démarches donnent évidemment lieu à de nombreuses négociations puisque ces pays doivent se soumettre, comme vous le savez, à un certain nombre de critères d'admission. L'Ukraine et la Moldavie se trouvent actuellement dans une forme de « salle d'attente ».

L'Europe va continuer à s'élargir. Sûrement. C'est parce qu'elle va s'élargir qu'il a fallu que dans son cœur, il réside un noyau, une Europe « centrale » qui aille plus vite et qui ne soit pas retardée par les procédures qui à 30, 32, peut-être davantage, demain, empêcheront notre Union d'avancer.

**EoE : Une Union à deux, trois, quatre vitesses. C'est la seule solution ?**

FH : Oui, la seule. D'ailleurs, c'est ce qui s'est produit pour la zone euro. Si l'on avait attendu que tous les pays membres adhèrent à l'union monétaire, je pense qu'à ce jour, il n'y aurait pas de monnaie unique et que l'euro n'existerait pas.

**EoE : Nous savons que le Président russe Vladimir Poutine exprime une opposition ferme face à la question d'une intégration éventuelle de l'Ukraine à l'Union. Cette décision ne nous mènerait-elle pas à une guerre d'une autre ampleur ?**

FH : Non. Selon moi, ce à quoi Vladimir Poutine est vigilant, pour ne pas dire impérieux, c'est par rapport à une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. L'Union Européenne n'est, à ce jour, pas constituée sur un principe de défense. Il n'y a pas de sécurité collective prévue par nos traités. Rien ne devrait donc s'opposer, de ce point de vue, à l'entrée de l'Ukraine dans notre Union. La question reste cependant de savoir si l'Ukraine veut une garantie de sécurité et c'est avec l'alliance atlantique seule que la question sera posée.

**EoE : Vladimir Poutine misait sur une division intrinsèque de l'Union ou sur une désolidarisation de l'Union vis-à-vis de l'Ukraine. Cela n'a pas été le cas. C'est donc cela, l'unité européenne, qui sauve toujours ?**

FH : Je pense que oui. Dans cette guerre, l'élément déterminant a été la résistance des forces ukrainiennes mais aussi l'unité européenne. S'il y avait eu des fissures, des querelles qui avaient empêché la prise de sanction ou le soutien à l'Ukraine, c'eût été pour Vladimir Poutine une victoire. Cela ne s'est pas produit. Il est d'une importance capitale que cette cohésion européenne demeure. L'on sait que certains pays sont moins empressés de soutenir l'Ukraine, la Hongrie en particulier, et d'autres qui sont dans une forme de retenue. Je souligne cependant que pour l'instant cette unité n'a pas été remise en cause et c'est ainsi que le Président russe a connu un revers de plus.

**EoE : Pour revenir sur l'Union de la défense que vous prônez, l'OTAN n'est plus suffisant ? Vladimir Poutine a senti, sans nul doute, un certain affaiblissement de l'alliance atlantique avec la Présidence Biden. Qu'en pensez-vous ?**

FH : Oui. L'OTAN qui était en doute sur son existence même, sur ses financements et ses méthodes, s'est considérablement renforcé suite à l'intervention russe en Ukraine. L'alliance s'est d'ailleurs même élargie puisque la Suède et la Finlande vont, si aucun obstacle trop grand n'est placé par la Turquie y entrer. L'Europe de la défense, elle, doit se faire dans l'OTAN, et non à côté. Aucun pays, d'ailleurs, n'accepterait d'avoir deux systèmes de sécurité collective. Plusieurs pays dont la France doivent décider de mettre commun leurs moyens et leurs équipements.

**EoE : Entièrement d'accord. L'on va parler à présent « représentation européenne ». Est-ce qu'il faut un unique visage pour incarner l'Union ? Si oui, sous quelle forme ? Un « Président de l'Europe » ? N'y a-t-il pas un danger que vienne s'y loger la croyance en un homme providentiel alors que l'Union est extrêmement complexe à gouverner ?**

FH : Je vous ai dit que l'Europe devait selon moi bien se garder d'une réforme institutionnelle. En 2005, avec le Traité constitutionnel européen, inclus désormais par le Traité de Lisbonne dans le droit européen, il y avait cette volonté de donner un visage à l'Europe à travers la présidence du Conseil européen.

D'expérience, je constate qu'il n'y a non pas une concurrence, mais une coexistence entre le Président du Conseil, de la Commission, ... Il ne peut pas y avoir une confusion des deux rôles : la Commission dépend du Parlement européen et met en œuvre les décisions du conseil et les législations. Tout dépend de la volonté des chefs d'Etats et de Gouvernement de donner à ces deux fonctions une véritable autorité. Le choix du Président de ces deux institutions est déterminant pour donner à l'Union un visage. Pour l'instant, le consensus s'établi pour ne pas donner à l'Union un seul et unique visage. Les Etats ne sont pas tous prêts à ce qu'il y ait une autorité « supérieure » européenne et un président de l'Europe.

S'il y a une Europe de la défense, elle devra être incarnée. Inévitablement. Une figure de plus, vous allez me dire. Mais cette fois-ci c'est cette personnalité qui engagera la politique extérieure et les moyens armés de l'Europe.

**EoE : L'urgence du déficit démocratique en Europe, c'est personnellement une question qui me préoccupe beaucoup. L'Europe et ses institutions semble lointaine, incomprise. Les divers scandales, notamment au Parlement, accentuent ce sentiment de déconnexion au sein de la population. La première urgence, c'est de réinclure le citoyen dans le projet européen.**

FH : Oui, je suis bien d'accord, mais cela ne passera pas par des réformes et des procédures. C'est par des consultations plus régulières dans chacun des pays sur l'avenir de l'Europe. C'est en multipliant les échanges entre les jeunesse de nos pays européens. C'est en ayant davantage de place qui soit laissée à la culture, à la connaissance de ce qu'est notre espace et en ayant des exigences plus grandes sur les valeurs partagées et sur l'élargissement de la démocratie. C'est faire que l'Europe soit un exemple, notamment sur la question climatique. C'est cette volonté de partager un même destin qui rapprochera nos concitoyens.

**EoE : Travailler sur l'âme de l'Union Européenne, alors ?**

FH : Oui, sur son âme, c'est le mot. Je le crois.

**EoE : Les listes transnationales sont une piste ?**

FH : Oui, c'est selon moi un excellent principe parce que, précisément, cette construction crée un espace démocratique et politique commun.

**EoE : Votre Europe de demain, votre Europe idéale et votre message à la jeune génération ? Elle pourrait parfois être tentée par le repli sur elle-même. Pourquoi faut-il se battre ? Pourquoi il est utile, encore et toujours, de s'engager ?**

FH : Il y a deux risques majeurs. D'abord, le repli individuel, cette tendance à se dire « A quoi bon s'engager, y compris pour une cause européenne. Mieux vaut réussir sa vie autrement ! ». Ensuite, c'est que ce raisonnement soit transposé à l'échelle de chaque nation « pourquoi partager avec d'autres un avenir commun ? Ne vaudrait-il pas mieux se réfugier dans nos frontières et nos intérêt nationaux ». Oui, ces tendances existent. L'extrême droite, une partie de la droite et de la gauche aussi, parfois, se livrent à cet état d'esprit.

Mais il y a l'espérance. L'espérance c'est de faire que l'Europe soit celle de l'expression des convictions, de l'exemplarité sur les enjeux, notamment climatiques, de demain. Face à des défis mondiaux, nous pouvons encore gagner. Gagner suppose de rétablir notre technologie, notre savoir, notre organisation, notre système social. Cette démarche peut nous rehausser collectivement et emmener, avec nous, le reste du monde.

Mon autre espérance est que l'Europe, qui a réussi à rétablir la paix entre ses membres, à harmoniser les politiques, à bâtir une solidarité économique et monétaire, devienne un véritable espace politique. Dès à présent, elle doit impulser une force autour d'une défense commune.

**EoE : Je pense comme vous que l'on ne peut pas être heureux seul dans un climat, une Europe, un monde malheureux. Se battre pour des idéaux, pour les autres, pour plus grand, c'est se battre pour soi, aussi.**

FH : Indéniablement. L'avenir de l'Europe, c'est de s'occuper du monde. J'ai confiance, pour cela, en votre génération. Mon avenir à moi, si j'en ai un, est national. C'est à partir du national que l'on peut faire de l'europeen.

Philae se lève. Il est temps de partir. A travers les fenêtres du bureau, le soleil parisien colore le Louvre d'une teinte orangée.

L'on pourrait croire que le Président a le temps. Qu'après avoir assumé les plus hautes fonctions de l'Etat, l'on aspire à du repos. Détrompez-vous : il y a de ces hommes, de ces femmes, qui ne cessent d'être pressés, motivés par un besoin essentiel : celui de la transmission. Ce cheminement noble qui vous persuade d'une chose : la mémoire est le guide de l'avenir. François Hollande, indéniablement, l'a bien compris.

*« Je n'aime pas l'expression « devoir de mémoire ». Le seul « devoir », c'est celui d'enseigner et de transmettre » — Simone Veil.*

A nous de jouer !

**Julien Lemoine**  
Master de Spécialisation en Droit européen

4

*Bonus: EU fighting  
for mental health*



# La culture : un moteur pour la santé mentale dans l'UE

Dans son discours sur l'état de l'UE de septembre 2022, la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, a annoncé une nouvelle approche globale de la santé mentale en 2023. En septembre 2021, l'OMS Europe a présenté son cadre d'action européen sur la santé mentale pour répondre aux défis de la santé mentale et investir dans les services de soins spécialisés. Comment le sujet est-il devenu si important au niveau international, et en particulier pour l'exécutif européen ? Comment le niveau international peut-il agir concrètement en matière de santé mentale, malgré le fait qu'il soit éloigné des soins de la vie quotidienne ?

D'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS) la santé mentale correspond à un état de bien-être mental, qui nous permet de s'intégrer dans les espaces sociaux amical, scolaire et professionnel. Elle dépend de facteurs individuels et collectifs, comme la santé physique, certaines prédispositions génétiques, l'environnement relationnel, mais aussi du milieu de vie, la réalité socio-économique et l'environnement global. Les conditions de la santé mentale varient d'une personne à une autre, et fluctuent en permanence chez les individus. La santé mentale ne se définit pas seulement par l'absence de trouble mental. Une personne peut ne souffrir d'aucune maladie psychique sans pour autant se sentir en bonne santé mentale. Les risques associés à une mauvaise santé psychique sont la détresse psychologique, la stigmatisation à l'école ou sur le lieu de travail, l'exclusion, et dans les cas les plus graves le suicide. En 2018, les problèmes de santé mentale touchaient 84 millions de personnes en Europe, d'après le rapport de l'OCDE/UE « panorama de la santé ». Avec la pandémie de Covid-19, l'état de la santé mentale des européens s'est dégradé. En 2022, près de la moitié des jeunes européens sont en situation de santé mentale précaire, le taux de dépression chez les 15-20 ans a plus que doublé et le nombre de suicides a augmenté de façon inquiétante. Ces signaux se manifestent également dans le monde

du travail, notamment au Danemark et aux Pays-Bas où les troubles de la santé mentale comptent parmi les principaux motifs de demande de congé maladie. De façon générale, on observe un haut niveau de stress dans les sociétés européennes, causé notamment par les facteurs contextuels du changement climatique, de la guerre en Ukraine, de l'inflation et de la précarité socio-économique.

## Les besoins des européens en termes de santé mentale

L'UE s'est emparée du sujet de la santé mentale il y a près de 20 ans. En 2005, elle publiait le Livre vert « *améliorer la santé mentale de la population - vers une stratégie sur la santé mentale pour l'Union européenne* », et en 2008, elle réalisait le Pacte européen pour la santé mentale et le bien-être. Cependant, la politique de santé de l'UE tend à se concentrer sur le traitement des maladies physiques. La pandémie et les confinements successifs ont empêché les interactions sociales, le sport, la culture, provoquant isolement, anxiété et dépressions. Les jeunes et les populations à faible revenu ont été les plus durement touchés. Cette période a aussi été marquée par la perturbation des soins de santé mentale, ayant une incidence négative sur les personnes en soin. Le sujet de la santé mentale n'a jamais été rendu aussi public qu'à la suite des restrictions sanitaires. Aujourd'hui, nous assistons à une forte demande de la part des citoyens de voir les autorités agir pour la santé mentale. Il est donc nécessaire d'adopter une approche plus ambitieuse et plus globale de la santé, en incluant le bien-être et en croisant les initiatives avec d'autres domaines, tels que l'éducation, l'emploi, la protection sociale, et ce qui nous intéresse en particulier dans cet article, la culture.

## Quels liens entre santé mentale et culture ?

Les liens entre culture et santé mentale sont anciens et multiples. Aujourd'hui la recherche démontre que les activités culturelles peuvent



avoir un impact significatif sur la santé mentale et le bien-être. La culture peut aider au traitement et à la prévention de certaines maladies, notamment les troubles mentaux, et de manière générale, l'accès à la culture a le potentiel d'améliorer la santé mentale.

En effet, l'accès à la culture intervient comme moyen de prévention des troubles psychiques et améliore le bien-être, la qualité de vie et l'épanouissement émotionnel et social. De façon générale, participer à toutes sortes d'activités culturelles comme aller au cinéma, au théâtre, au musée provoque un relâchement d'hormones, telles que la sérotonine qui contribuent à diminuer les inflammations et le stress. Pour une personne atteinte de troubles de la santé mentale, telle que la dépression, l'accompagnement à la création artistique et l'art-thérapie peuvent être efficaces. L'art-thérapie est une démarche thérapeutique qui utilise l'art comme mode d'expression et de communication. Son objectif est d'accompagner les patients dans l'exploration de leurs émotions, de favoriser leur compréhension de leurs sentiments et comportements, et de les soutenir dans la résolution de problèmes plus profonds tels que le stress, l'insomnie, la douleur chronique, les traumatismes, etc. L'art-thérapie est une spécialité paramédicale complémentaire dans la

prise en charge globale des patients (diagnostic, psychothérapie, médicaments...). Les bénéfices sont nombreux et variables : réduction du stress, diminution de la douleur et amélioration de l'estime de soi. Par exemple, la musique peut aider les femmes souffrant de dépression post-partum. L'art-thérapie peut aussi être utilisée pour réduire les symptômes de maladies graves, comme le cancer. Une étude publiée en 2006 dans la revue *Journal of Pain and Symptom Management* a montré que l'art-thérapie avait réduit les symptômes de douleur, fatigue, dépression, anxiété, somnolence, manque d'appétit, et essoufflement chez des patients atteints de cancers. Il a aussi été observé que l'art rend plus résilient, grâce au jeu, au rire, à la créativité. L'association *Red Noses Clowndoctors International*, un projet financé par le programme européen Creative Europe, organise des activités de clown dans les hôpitaux, notamment avec les enfants atteints de troubles du spectre autistique et les personnes âgées souffrant de démence. L'architecture des lieux de soin est également à prendre en considération lorsqu'on parle de bien-être et de santé mentale. D'après Stéphane Beel, professeur d'architecture à l'origine de la conception du centre hospitalier psychiatrique de KU Leuven, l'architecture des lieux publics, notamment les lieux de soin, peut avoir un effet sur la santé mentale. Un hôpital

ne doit pas seulement être fonctionnel, mais doit aussi comprendre la dimension de bien-être émotionnel à travers l'étude des lumières, de la sonorisation, des ressentis, de la vue par les fenêtres, etc... Quelle marge de manœuvre possède l'UE sur les questions de culture et de santé mentale ?

#### **Le rôle de l'UE : coordination et promotion de la recherche**

Le rôle de l'UE est de faire reconnaître la contribution de la culture à la santé mentale, et obtenir davantage de financements pour les actions et la recherche sur ce sujet. Depuis la pandémie, l'UE a notamment adopté un rôle de coordination des actions entre ses États membres. Elle a par exemple créé la plateforme sur la politique de la santé, un outil interactif qui permet aux professionnels de santé de s'organiser en réseau et de partager leurs expériences et recommandations en la matière. En juin 2022, la Commission européenne lançait l'initiative « vivre ensemble en bonne santé », qui vise à aider les pays de l'UE à définir et mettre en œuvre des politiques et des mesures efficaces en termes de maladies non transmissibles. Cette initiative possède un volet santé mentale et prodigue des orientations pour les autorités nationales et de santé sous forme de document libre d'accès, à compléter au fur et à mesure des progrès réalisés par la recherche. Mais l'UE agit surtout pour financer la recherche, le suivi et l'évaluation des potentialités de la culture comme moyen de soin et de prévention pour la santé mentale. Cela passe aussi par le financement de la recherche appliquée et de projets pilotes, pour déterminer les modes d'action les plus efficaces.

#### **Rapprocher les politiques culturelles et de santé**

Le 5 décembre 2022, la Direction générale de la culture publiait le rapport CultureForHealth, qui plaide pour que la culture fasse partie intégrante de la stratégie de santé de l'UE. Le rapport a été produit dans le cadre du projet du même nom, CultureForHealth, co-financé par l'UE, pour explorer des pistes pour rapprocher les politiques de santé, culturelles et sociales. Le rapport adresse plusieurs recommandations aux dirigeants européens pour davantage soutenir l'intégration de la culture dans les stratégies de santé et de santé mentale de l'UE. Le rapport recommande un

soutien stratégique et financier accru et l'augmentation des investissements dans la prévention et la promotion de la santé mentale. Il préconise une meilleure stratégie de sensibilisation du public aux bénéfices des activités culturelles pour la santé et le bien-être et un renforcement des formations des professionnels faisant le lien entre les acteurs de la prise en charge de la santé mentale et du bien-être et ceux du milieu culturel. Le rapport rappelle que des financements plus importants de la recherche et du développement sur le rôle de la culture dans les soins sont essentiels. Il propose de renforcer les discussions politiques sur la place de la culture dans les politiques de santé, notamment entre l'UE, les États membres, les régions, les villes et les organismes de santé, pour qu'ils puissent établir leurs propres stratégies en matière de culture pour la santé et le bien-être, et affecter des ressources financières et humaines à la promotion de politiques en matière de culture et de santé.

Autre sujet d'actualité, l'UE utilise le lien santé-culture pour la prise en charge de la santé mentale des personnes déplacées et des réfugiés venant d'Ukraine, avec des actions de soutien traitant des symptômes post-traumatiques, mais aussi pour améliorer le bien-être et l'intégration des réfugiés. Par exemple Projet Ukraine! Unmuted vise à mettre à disposition des réfugiés des appartements dotés d'un centre culturel, avec des expositions, une bibliothèque, et l'intervention de psychologues.

Les institutions internationales prennent conscience de la nécessité d'agir pour la santé mentale, sujet devenu prégnant après la crise sanitaire. La collaboration entre culture et soin offre des opportunités intéressantes pour promouvoir le bien-être et traiter les troubles de la santé mentale. Cette collaboration entre les secteurs est de plus en plus pertinente pour répondre aux défis de grande ampleur.

**Mina Léopold**  
M2 Etudes Européennes

# Eye Assiocation

**Follow our activities on  
socials ...**



[eyes\\_on\\_europe](#)



**... and find out our website !**



[eyes-on-europe.eu](#)



# Crédits

**Martina Rubino**  
Présidente

**Francesco Pannullo**  
Secrétaire général

**Ambre Racaud**  
Trésorière

**Bruno de Sousa,**  
Co-rédacteur en chef

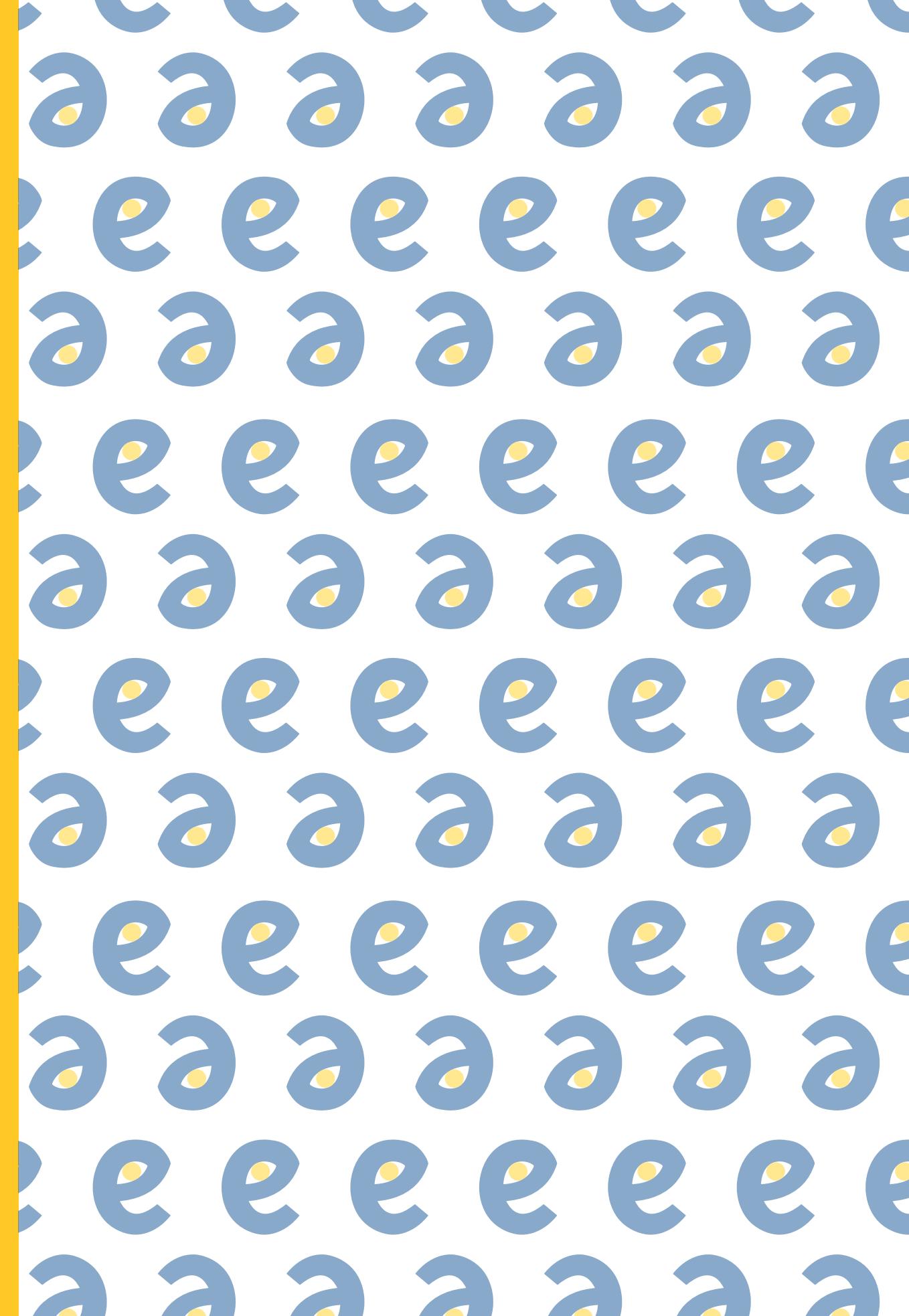
**Luisa Gambaro**  
Co-rédactrice en chef

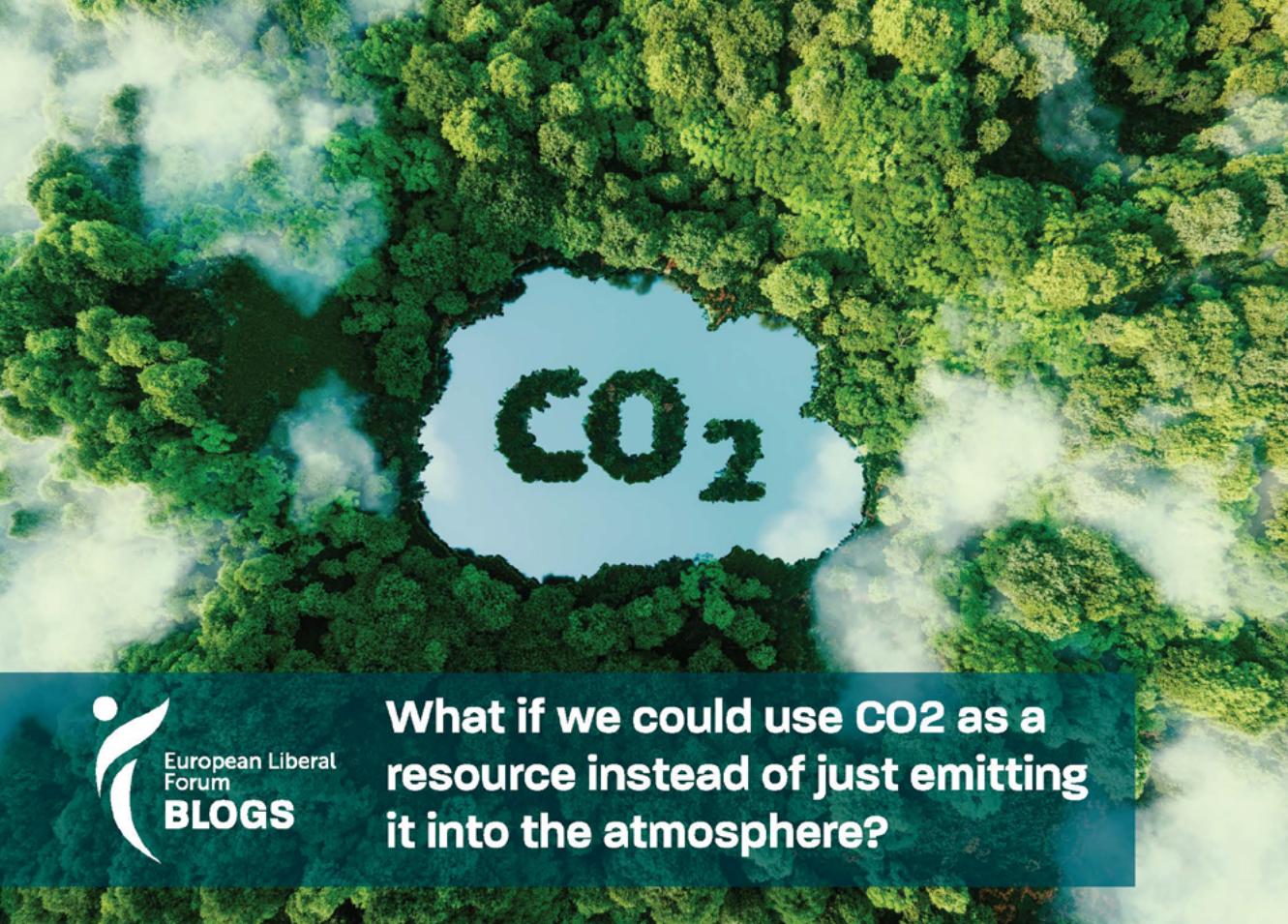
**Team événements :**  
*Camilla Collet, Clara Balestrieri, Emma Fransen, Lucie Cogniaux, Raphael Empain*

**Team Communication :**  
*Johanna Tirinelli, Eduard Brinzeiu*

**Rédacteurs.trices :**  
*Alessandro D'Augusta Perna, Carmen Noviello, Daniele Bogani, Fatima Dennaye, Flavio Petitjean, Florence Herman, Giorgia Boldrini, Jeanne Fabreguettes, Joris Rouillon, Julien Lemoine, Lev Zinchenko, Lucas Britos Soares, Ludivina Ordóñez Rosati, Luka Kraus, Mario Vega, Mina Léopold, Noémie Berthier, Riccardo Rossi, Sara Lolli, Sofija Nazarenko*

**Page de couverture et mise en page :**  
*Chloé Pageaud (@chloepageaud)*





**What if we could use CO<sub>2</sub> as a resource instead of just emitting it into the atmosphere?**

## **Read our Science, Not Fiction blogpost series**



[www.liberalforum.eu](http://www.liberalforum.eu)



GREEN  
EUROPEAN  
JOURNAL

